

Troisième partie

Résolutions et recommandation adoptées par l'Assemblée des États Parties

A. Résolutions

Résolution ICC-ASP/11/Res.1

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.1

Budget-programme pour 2013, le Fonds de roulement pour 2013, le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale, le financement des autorisations de dépenses pour 2013 et le Fonds en cas d'imprévus

L'Assemblée des États Parties,

Ayant examiné le projet de budget-programme pour 2013 de la Cour pénale internationale (« la Cour »), ainsi que les conclusions et recommandations, à l'intention de la Cour, portant sur ledit projet, qui sont contenues dans les rapports du Comité du budget et des finances (le « Comité ») sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions et dans la déclaration présentée par le Président du Comité à sa cinquième plénière du 16 novembre 2012,

A. Budget-programme pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

1. *Approuve* des crédits d'un montant de 115 120 300 euros au titre des chapitres relatifs aux ouvertures de crédits, tels que décrits dans le tableau suivant, et *approuve également* des crédits de 500 000 euros aux fins du réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus, portant à 115 620 300 euros le montant total des contributions :

<i>Chapitre relatif aux ouvertures de crédits</i>	<i>Milliers d'euros</i>
Grand programme I – Branche judiciaire	10 697,9
Grand programme II – Bureau du Procureur	28 265,7
Grand programme III – Greffe	64 520,9
Grand programme IV – Secrétariat de Assemblée des États Parties	2 951,7
Grand programme V – Location et entretien (locaux provisoires)	5 901,5
Grand programme VI – Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes	1 580,0
Grand programme VII-1 – Bureau du Directeur de projet (locaux permanents)	996,7
Grand programme VII-5 – Mécanisme de contrôle indépendant	205,9
Total	115 120,3

2. *Prend note* que l'État hôte et le Mexique contribueront généreusement aux coûts de la Cour en ce qui concerne le Grand programme V – Locaux provisoires, et que lesdites contributions s'élèvent respectivement à 2 950 000 euros et à 130 000 euros, ainsi qu'il est mentionné à la Section C de la présente résolution.

3. *Prend note également* que ces contributions réduiront de 115 120 300 euros à 112 039 600 euros le montant des autorisations de dépenses qui, dans le cadre du budget-programme pour 2013, doivent être réparties au titre des contributions des États Parties. Ledit montant sera calculé sur la base des principes décrits à la Section D.

4. *Approuve également* le tableau d'effectifs ci-après pour chacun des chapitres relatifs aux ouvertures de crédits :

	<i>Branche judiciaire</i>	<i>Bureau du Procureur</i>	<i>Secrétariat de l'Assemblée des États Parties</i>	<i>Secrétariat du Fonds au profit des victimes</i>	<i>Bureau du directeur de projet</i>	<i>Mécanisme de contrôle indépendant</i>	<i>Total</i>
SGA		1					1
SSG		2	1				3
D-2							0
D-1		2	4	1	1	1	9
P-5	3	12	17	1	1		34
P-4	3	29	39	1		1	74
P-3	21	44	66	1	3		135
P-2	5	46	63	1		1	116
P-1		17	6				23
<i>Total partiel</i>	<i>32</i>	<i>153</i>	<i>196</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>395</i>
SG (1 ^{re} classe)	1	1	16	2			20
SG (autres classes)	15	63	268	2	2	1	351
<i>Total partiel</i>	<i>16</i>	<i>64</i>	<i>284</i>	<i>4</i>	<i>2</i>	<i>1</i>	<i>371</i>
Total	48	217	480	9	7	3	766

B. Fonds de roulement pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

Décide que le Fonds de roulement pour 2013 sera doté de 7 405 983 euros et *autorise* le Greffier à procéder à des avances prélevées sur le Fonds, conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier et des règles de gestion financière.

C. Locaux provisoires de la Cour

L'Assemblée des États Parties,

1. *Accueille favorablement* l'offre de l'État hôte de contribuer à la location des locaux provisoires de la Cour à hauteur de 50 pour cent, jusqu'à un montant maximum de 3 000 000 euros par an pour les exercices de 2013, 2014 et 2015, ainsi qu'en fait état la lettre, datée du 12 novembre 2012, de Son Excellence M. Frans Timmermans, ministre des affaires étrangères de l'État hôte, avec une contribution pour 2013 s'élevant à 2 950 700 euros.

2. *Accueille favorablement également* l'offre du Mexique de contribuer à la location des locaux provisoires de la Cour pour un montant de 130 000 euros pour 2013, ainsi qu'en fait état la lettre de l'ambassade du Mexique à La Haye, datée du 9 novembre 2012.

3. *Autorise* la Cour à conclure, par l'entremise du Greffier, un accord avec l'État hôte et le Mexique, visant à mettre en œuvre lesdites offres sur la base des conditions énoncées dans les lettres, en tenant compte des engagements pris par la Cour qui figurent dans le contrat de location.

D. Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour pénale internationale

L'Assemblée des États Parties,

1. *Décide* qu'en 2013, les contributions que doivent verser les États Parties doivent être calculées, à titre provisoire, selon un barème des quotes-parts convenu, fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations Unies pour son budget ordinaire applicable pour 2012, à défaut de barème approuvé pour 2013, et ajusté conformément aux principes sur lesquels ledit barème se fonde¹ ;
2. *Décide également* que les quotes-parts définitives doivent reposer sur le barème adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 67^{ème} session pour son budget ordinaire, applicable pour 2013, et ajusté conformément aux principes sur lesquels ledit barème se fonde ;
3. *Note* qu'en outre, le taux de contribution maximum, quel qu'il soit, applicable aux États versant les contributions les plus importantes au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, s'appliquera au barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de la Cour.

E. Financement des autorisations de dépenses et du réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus pour 2013

L'Assemblée des États Parties,

Prend note que les contributions de l'État hôte et du Mexique pour les locaux provisoires couvriront une partie des autorisations de dépenses. Le reliquat des autorisations de dépenses devant être calculées au titre des contributions versées par les États Parties s'élève à 112 039 600 euros ;

Prend note également que, de surcroît, un montant de 500 000 euros doit être réparti, au titre des contributions, entre les États Parties afin de réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus ;

Décide que, pour l'exercice de 2013, les contributions au titre du budget et du réapprovisionnement du Fonds en cas d'imprévus d'un montant de 112 539 600 euros et les 7 405 983 euros pour le Fonds de roulement, approuvés par l'Assemblée en vertu de la section A, paragraphe 1, et de la section B, respectivement de la présente résolution, seront financés conformément aux articles 5.1, 5.2 et 6.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière de la Cour.

F. Fonds en cas d'imprévus

L'Assemblée des États Parties,

Rappelant sa résolution ICC-ASP/3/Res.4 portant création du Fonds en cas d'imprévus pour un montant de dix millions d'euros et sa résolution ICC-ASP/7/Res.4 priant le Bureau de procéder à l'examen des options permettant de réapprovisionner le Fonds en cas d'imprévus et le Fonds de roulement,

Prenant note des avis émis par le Comité dans les rapports sur les travaux de ses onzième, treizième et dix-neuvième sessions,

Prenant note du fait que le Fonds doit être réapprovisionné à hauteur d'un montant que l'Assemblée juge approprié, mais qui ne soit pas inférieur à 7 millions d'euros,

Prenant note du fait que les ressources du Fonds tomberont en-deçà des 7 millions d'euros d'ici à la fin de 2012,

1. *Décide* de réapprovisionner le Fonds pour un montant de 500 000 euros en 2013, sur la base d'une estimation établie par la Cour, correspondant au seuil de 7 000 000 euros fixé par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/8/Res.7 ;

¹ Article 117 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

2. *Prend note* que le niveau du Fonds en cas d'imprévus peut être différent du seuil qui a été approuvé, après la clôture des comptes de la Cour et la publication de ses états financiers pour 2012 ;
3. *Prie* le Bureau de garder à l'étude le seuil de 7 millions d'euros en fonction de l'expérience acquise dans le cadre du fonctionnement du Fonds en cas d'imprévus.

G. Virement de crédits entre grands programmes aux termes du budget-programme approuvé pour 2012

L'Assemblée des États Parties,

Prenant note qu'en 2012, la Cour aura recours au Fonds en cas d'imprévus,

Reconnaissant qu'aux termes de l'article 4.8 du Règlement financier, aucun virement de crédits d'un chapitre à l'autre ne peut être fait sans l'autorisation de l'Assemblée,

Décide que, conformément à la pratique établie, la Cour peut procéder à des virements de crédits d'un grand programme à l'autre, au terme de l'exercice 2012, lorsqu'un grand programme n'est pas en mesure de prendre en charge le coût d'activités imprévues, ou dont le coût n'a pu être prévu avec précision, et que d'autres grands programmes disposent de ressources excédentaires, afin de veiller à ce que la totalité des crédits, pour chaque grand programme, ait été épuisée avant qu'il ne soit recouru au Fonds en cas d'imprévus.

H. Aide judiciaire

L'Assemblée des États Parties,

Rappelant l'importance fondamentale du système d'aide judiciaire pour garantir l'équité de la procédure et en particulier les droits de la défense et des victimes,

Soulignant la nécessité d'une révision du système d'aide judiciaire aux fins de maintenir et renforcer les principes de l'aide judiciaire, à savoir les principes de procès équitable, d'objectivité, de transparence, de continuité et d'économie²,

Considérant que cette révision du système de l'aide judiciaire vise à renforcer davantage l'autorité et l'importance de la Cour en tant qu'organe judiciaire pénal international de caractère effectif et efficace,

Rappelant sa résolution ICC-ASP/10/Res.4 priant la Cour et le Bureau de continuer à examiner le système d'aide judiciaire,

1. *Prend note du* Rapport supplémentaire du Greffe concernant les quatre aspects du système d'aide judiciaire de la Cour³ ;
2. *Appelle* la Cour à poursuivre la mise en œuvre de la politique révisée de rémunération telle qu'adoptée par le Bureau le 23 mars 2012⁴ ;
3. *Décide* d'adopter les propositions que contient le Rapport supplémentaire en ce qui concerne a) la rémunération en cas de cumul des mandats de représentation ; b) la politique en matière de voyages (dépenses dans le cadre de l'aide judiciaire) ; et c) la rémunération pendant les phases d'activité réduite⁵ ; et *prie* la Cour de prendre toutes les mesures pour mettre en œuvre ces propositions aussi rapidement que possible, et de faire rapport au Comité du budget et des finances préalablement à la douzième session de l'Assemblée ;
4. *Invite* la Cour à contrôler et à évaluer le niveau d'exécution des propositions figurant aux paragraphes 2 et 3, et de rendre compte au Bureau à ce sujet sur une base trimestrielle ;

² Documents officiels ... Troisième session... 2004 (ICC-ASP/3/18), par. 16.

³ ICC-ASP/11/43.

⁴ Premier rapport du Bureau sur l'aide judiciaire (ICC-ASP/11/2/Add.1).

⁵ Tel que défini au paragraphe 40 du Rapport supplémentaire du Greffe concernant les quatre aspects du système d'aide judiciaire de la Cour (ICC-ASP/11/43).

5. *Prie* la Cour de soumettre au Bureau et au Comité du budget et des finances, le 1^{er} mars 2013 au plus tard, un document d'orientation unique sur le système d'aide judiciaire et, le 1^{er} avril 2013 au plus tard, un rapport concernant la révision globale du système d'aide judiciaire⁶ ;
6. *Ordonne* au Bureau, sur la base de ce document d'orientation unique, du rapport de la Cour sur la révision globale du système d'aide judiciaire et de la recommandation du Comité du budget et des finances, d'élaborer et de proposer des aménagements systémiques (structurels) au système d'aide judiciaire, afin d'être adoptés, si besoin est, par l'Assemblée à sa douzième session, y compris la proposition de mesures visant à renforcer davantage l'efficacité du système d'aide judiciaire, en tant que de besoin ;
7. *Prie* la Cour et le Bureau de continuer à examiner le système d'aide judiciaire.

I. Approche stratégique en vue de l'amélioration du processus budgétaire

L'Assemblée des États Parties,

1. *Accueille avec satisfaction* les recommandations du Groupe d'étude sur la gouvernance contenues dans le rapport⁷ sur le processus budgétaire visant à accroître la transparence, la prévisibilité et l'efficacité de l'ensemble de la procédure budgétaire et de chacune de ses étapes et, à cet égard :

a) *Approuve* qu'il serait avantageux d'intensifier le dialogue entre les États Parties et la Cour sur les hypothèses, objectifs et priorités qui sous-tendent le projet de budget-programme de la Cour et que, de surcroît, la Cour devrait maintenir, en consultation avec le Comité du budget et des finances, un dialogue sur le calendrier de la procédure budgétaire et de la soumission du projet de budget-programme en vue d'améliorer l'exactitude des hypothèses et d'affiner les processus ;

b) *Accueille favorablement* les efforts de la Cour visant à s'assurer de l'exactitude de ses comptes et *invite* la Cour à poursuivre son travail en ce domaine, et *note* par ailleurs l'intérêt d'élaborer un calendrier judiciaire tenant compte des perspectives d'avenir qui constituerait un élément essentiel du dialogue entre la Cour et les États Parties sur ces questions ;

c) *Prie* la Cour de préciser davantage, en 2013, en liaison avec le Comité du budget et des finances, les directives concernant le recours au Fonds en cas d'imprévu, afin d'indiquer clairement quels sont les objets de dépense pour lesquels il est possible ou pas de faire appel aux ressources du Fonds en cas d'imprévu et de faire rapport à l'Assemblée à ce sujet préalablement à sa douzième session ;

2. *Fait sienne* la recommandation du Comité du budget et des finances priant la Cour, dans un délai de 60 jours suivant une notification aux fins de recours au Fonds en cas d'imprévu, de soumettre au Comité un rapport écrit sur l'utilisation des ressources que sollicite la notification ;

3. *Se félicite* de l'initiative visant à mener à bien un examen de la structure organisationnelle de la Cour, y compris une évaluation structurelle exhaustive de la dotation de la Cour en personnel, du caractère adéquat de ses équipements et de ses autres besoins, *attend avec intérêt* le rapport de la Cour sur l'état d'avancement de cet examen et *prie* la Cour de procéder à un réexamen de ses politiques en matière de remplacement du matériel informatique et autres actifs, dans une perspective visant à accroître leur rendement et leur efficacité, en tenant compte notamment, des périodes de désuétude du matériel, de l'état des actifs et de leur adéquation aux besoins des usagers, et de faire rapport à ce sujet à la vingtième session du Comité ;

4. *Prend note* du document de la Cour intitulé « Incidence des mesures pour faire correspondre la masse budgétaire du budget de la Cour pénale internationale pour 2013 à la masse budgétaire approuvée pour 2012⁸ », précisant les alternatives au travers desquelles des réductions de crédits seraient opérées par la Cour afin que le budget approuvé pour

⁶ Tel que précisé aux paragraphes 20 à 22 du rapport du Bureau sur l'aide judiciaire (ICC-ASP/11/2).

⁷ Rapport du Bureau sur le Groupe d'étude sur la gouvernance (ICC-ASP/11/31), section IV.

⁸ *Documents officiels ... Onzième session ... 2012* (ICC-ASP/11/20), vol. II, partie B.2, annexe III.

2013 corresponde à la masse budgétaire retenue pour 2012, à titre d'élément de référence, ainsi que les incidences que lesdites réductions auraient sur l'activité de la Cour ;

5. *Invite* la Cour à préparer un rapport à ce sujet en y insérant ses ordres de priorités budgétaires, et à le soumettre à l'occasion du dépôt de son projet de budget-programme pour 2014.

J. Renvois par le Conseil de sécurité

L'Assemblée des États Parties,

Prenant note des incidences financières des situations déferées à la Cour par les résolutions 1593 et 1970 du Conseil de sécurité,

Rappelant que, conformément à l'article 115 du Statut de Rome, les dépenses de la Cour et de l'Assemblée sont financées, entre autre, par les ressources financières fournies par l'Organisation des Nations Unies, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, en particulier dans le cas des dépenses liées à la saisine de la Cour par le Conseil de sécurité,

Consciente que, conformément à l'article 13, paragraphe 1, de l'Accord régissant les relations entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies, les conditions dans lesquelles des ressources financières peuvent être allouées à la Cour par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies feront l'objet d'accords distincts,

Invite la Cour à insérer ce point dans les échanges qu'elle entretient au niveau institutionnel avec l'Organisation des Nations Unies et de faire rapport à l'Assemblée à ce sujet à l'occasion de sa douzième session.

K. Modification du Règlement financier et des règles de gestion financière

L'Assemblée des États Parties,

Tenant compte du Règlement financier et des Règles de gestion financière adoptés le 9 septembre 2002 à sa première session,

Ayant à l'esprit la recommandation du Comité du budget et des finances à sa dix-neuvième session⁹,

1. *Approuve* les modifications des articles 4.6, 7.1, 11.1 et 12.7 du Règlement financier et les règles de gestion financière 110.11, 110.20, 111.2, 111.3, 111.5, 111.6, 111.7, 111.9 et annexe, ainsi que la suppression de la règle de gestion financière 111.8, tel qu'indiqué à l'annexe à la présente résolution ;

2. *Décide* que les modifications prendront effet le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle seront mis en œuvre les normes comptables internationales pour le secteur public ;

3. *Prie* la Cour de soumettre, par l'entremise du Comité du budget et des finances, à sa vingt-et-unième session, d'autres modifications au Règlement financier et aux règles de gestion financière que peut rendre nécessaire la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public, à condition que lesdites modifications aient été recensées.

⁹ Documents officiels ... Onzième session ... 2012 (ICC-ASP/11/20), vol. II, partie B.2, paragraphes 51 à 53.

Annexe

Modifications au Règlement financier et aux règles de gestion financière aux fins de la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public

A. Modification à l'article 4 – Ouvertures de crédits

Modifier l'article 4.6 comme suit :

Au premier paragraphe, première phrase, troisième ligne, après « impayées », insérer le texte suivant :

« ainsi que les modifications apportées aux provisions et charges établies sous les normes de comptabilité applicables prévues à l'article 111.3 »

Au deuxième paragraphe, première phrase, troisième ligne, après « total des dépenses », supprimer le texte suivant :

« imputées sur les crédits de l'exercice, et provisions pour »

et insérer « , ».

Au deuxième paragraphe, première phrase, quatrième ligne, après « non réglés », insérer le texte suivant :

« , et modifications aux provisions et charges établies sous les normes comptables applicables prévues à la règle 111.3 et imputées sur les crédits ».

B. Modification à l'article 7 – Autres recettes

Modifier l'article 7.1 comme suit :

Au premier paragraphe, alinéa d), deuxième ligne, après « accessoires, », insérer le texte suivant :

« aux fins des articles 4.6 et 6.1, ».

C. Modification à la règle 110.11 – Inscription des pertes de biens au compte des profits et pertes

Modifier la règle 110.11 comme suit :

Au paragraphe a), deuxième phrase, quatrième ligne, après « pertes », supprimer le texte suivant :

« de biens durables »,

et insérer le texte suivant :

« d'inventaires, de biens, de locaux et d'équipement ».

D. Modification à la règle 110.20 – Pouvoirs et responsabilité en matière de gestion des biens

Modifier la règle 110.20 en supprimant le paragraphe b).

E. Modification à l'article 11 – Comptabilité

Modifier l'article 11.1 comme suit :

Au premier paragraphe, première phrase, première ligne, après « les », supprimer le mot suivant :

« comptes »,

et insérer le texte suivant :

« états financiers et l'état des crédits ouverts ».

Au premier paragraphe, après la première phrase, ajouter le texte suivant :

« Des copies des états financiers sont transmises également au Comité du budget et des finances. »

Au premier paragraphe, remplacer l'alinéa a) par le texte suivant :

« Les états financiers pour l'exercice incluront :

- i) L'état de la situation financière ;
- ii) L'état de la performance financière ;
- iii) L'état des variations de l'actif net/solde net ;
- iv) L'état des flux de trésorerie ;
- v) La comparaison entre les prévisions budgétaires et les données effectives pour l'exercice ;
- vi) Les notes, y compris celles afférentes aux principales conventions comptables ; »

Au premier paragraphe, alinéa b), première ligne, supprimer :

« L'état des crédits ouverts, à savoir »

et insérer le texte suivant :

« L'état des crédits ouverts inclura ».

Au premier paragraphe, après l'alinéa b) ii), insérer le texte suivant :

« iii) Tous crédits ouverts au budget supplémentaire conformément à l'article 3.6 ; ».

et réagencer la séquence des alinéas suivants comme suit :

b) iii) et b) iv) devenant b) iv) et b) v).

Au premier paragraphe, après l'alinéa b) v), insérer le texte suivant :

« vi) Les soldes inutilisés des crédits ouverts. »

Au premier paragraphe, supprimer l'alinéa c).

F. Modification à la règle 111.2 – Comptes principaux

Modifier la règle 111.2 comme suit :

Au premier paragraphe, alinéa a), première ligne, après « budget-programme, », supprimer le texte suivant :

« qui indiquent

- i) Les crédits initialement ouverts ;
- ii) Les crédits ouverts tels qu'ils ont été modifiés par des virements ;
- iii) Les fonds (autres que les crédits ouverts par l'Assemblée des États Parties) ;
- iv) Les dépenses, y compris les paiements et autres décaissements et les engagements de dépenses non réglés ;
- v) Les soldes disponibles des allocations et crédits ouverts ; »

et insérer le texte suivant :

« précisant l'état des crédits ouverts conformément à l'article 11.1 b) ».

Au premier paragraphe, alinéa b), première ligne, après « livre », supprimer le texte suivant :

« indiquant tous les fonds disponibles en banque, placements, effets à recevoir et autres éléments d'actifs, et tous les effets à payer et autres éléments de passif ».

et insérer le texte suivant :

« détaillant les revenus, dépenses, actifs, passifs et les actifs et avoirs nets ».

Au premier paragraphe, alinéa c), remplacer le mot « Le » par le texte suivant :

« Les fonds, y compris le ».

G. Modification à la règle 111.3 – Normes comptables

Remplacer la règle 111.3 par le texte suivant :

« Normes comptables

a) Les états financiers sont préparés selon la méthode de comptabilité patrimoniale conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

b) Le budget est préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Les notes afférentes aux états financiers expliquent la base budgétaire et de classification adoptée dans le budget approuvé. »

H. Modification à la règle 111.5 – Fluctuations des taux de change

Modifier la règle 111.5 comme suit :

Au paragraphe c), troisième ligne, après « créiteur », insérer le texte suivant :

« , aux fins de la comptabilité budgétaire ».

I. Modification à la règle 111.6 – Comptabilisation du produit des ventes de biens

Modifier la règle 111.6 comme suit :

Au premier paragraphe, deuxième ligne, après « accessoires », insérer le texte suivant :

« , aux fins de la comptabilité budgétaire, ».

J. Modification à la règle 111.7 – Comptabilisation budgétaire des engagements contractés pour des exercices financiers à venir

Modifier la règle 111.7 comme suit :

Dans l'intitulé de la règle, après le mot « Comptabilisation », insérer le mot « budgétaire ».

Au premier paragraphe, première phrase, troisième ligne, après « compte », insérer le mot « budgétaire ».

K. Modification à la règle 111.8 – États financiers

Supprimer la règle 111.8.

L. Modification à la règle 111.9 – Archives

Renommer la règle 111.9 en règle 111.8

M. Modification à l'article 12 – Vérification des comptes

Modifier l'article 12.7 comme suit :

Au premier paragraphe, deuxième ligne, après « tableaux », insérer le texte suivant :

« mentionnés à l'article 11.1 ».

N. Modification à l'annexe – Mandat additionnel régissant la vérification des comptes de la Cour pénale internationale

Modifier l'annexe comme suit :

Au paragraphe 6, alinéa b), point v), deuxième ligne, après le second « des », supprimer le texte suivant :

« principes comptables généralement acceptés »,

et insérer le texte suivant :

« Normes comptables internationales pour le secteur public ».

Résolution ICC-ASP/11/Res.2

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.2

Modification du Règlement de procédure et de preuve

L'Assemblée des États Parties,

Soulignant la nécessité d'un dialogue organisé entre les États Parties et la Cour aux fins de conforter le cadre institutionnel du système mis en place par le Statut de Rome et de renforcer la bonne organisation et l'efficacité de la Cour, tout en préservant pleinement son indépendance judiciaire, et *invitant* les organes de la Cour à continuer de participer à un tel dialogue avec les États Parties,

Reconnaissant que le renforcement de la bonne organisation et de l'efficacité de la Cour correspond à l'intérêt commun tant de l'Assemblée des États Parties que de la Cour,

Saluant, à cet égard, l'initiative prise par les juges de la Cour, statuant à la majorité absolue en application de l'article 51, paragraphe 2 b) du Statut de Rome, et sur la recommandation faite par la Commission consultative sur les textes juridiques, de modifier le Règlement de procédure et de preuve de façon à ce que, au stade de la préparation des procès, les fonctions de la Chambre de première instance puissent être exercées par un juge unique ou plusieurs juges uniques, aux fins de diligenter l'agencement de la procédure et d'assurer l'optimisation des coûts,

Prenant note avec satisfaction des consultations ultérieures engagées par les États Parties au sein du Groupe d'étude sur la gouvernance et du Groupe d'étude sur les amendements,

Reconnaissant la nécessité d'examiner cas par cas chaque proposition d'amendement au Règlement de procédure et de preuve, conformément au Statut de Rome et en prévoyant le temps nécessaire à leur analyse,

Rappelant l'article 51, paragraphe 5, du Statut de Rome, aux termes duquel, en cas de conflit entre le Statut et le Règlement de procédure et de preuve, le Statut prévaut,

Gardant à l'esprit de respecter pleinement les droits des accusés et des victimes, que leur confère le Statut de Rome à tous les stades de la procédure devant la Cour,

1. *Décide* d'insérer le texte suivant après l'article 132 du Règlement de procédure et de preuve¹ :

« Règle 132 *bis*

Désignation d'un juge pour la préparation du procès

1. Dans le cadre de l'exercice de son pouvoir en application de l'article 64, paragraphe 3 a), une Chambre de première instance peut désigner un ou plusieurs de ses membres en vue d'assurer la préparation du procès.

2. Le juge prend, en consultation avec la Chambre de première instance, toutes les mesures préparatoires nécessaires pour faciliter le déroulement équitable et rapide de la procédure.

3. Le juge peut, à tout moment, de sa propre initiative ou, en tant que de besoin, à la demande d'une partie, demander à la Chambre de première instance de se prononcer sur des questions spécifiques. La Chambre de première instance peut décider, à la majorité des juges qui la composent, de sa propre initiative ou, en tant que de besoin, à la demande d'une partie, d'examiner des questions qui, autrement, auraient pu être traitées par le juge.

4. Afin de s'acquitter de ses responsabilités en matière de préparation du procès, le juge peut également tenir des conférences de mise en état et rendre des

¹ Documents officiels ... Première session ... 2002 (ICC-ASP/1/3 and Corr.1), partie II.A.

ordonnances et des décisions. Le juge peut également établir un plan de travail faisant figurer les obligations dont les parties doivent s'acquitter dans le cadre de la présente règle, et les dates auxquelles lesdites obligations doivent être remplies.

5. Les fonctions du juge peuvent être exercées dans le cadre des questions préparatoires, sans qu'il soit tenu compte de ce qu'elles interviennent avant ou après l'ouverture du procès. Ces questions peuvent notamment porter sur le fait de :

- a) garantir un échange adéquat des pièces entre les parties ;
- b) ordonner les mesures de protection qui s'avèrent nécessaires ;
- c) traiter les demandes des victimes visant à participer à la procédure, telles que visées à l'article 68, paragraphe 3 ;
- d) s'entretenir avec les parties au sujet des questions visées par la règle 54 des Règles de la Cour, les décisions sur ces questions étant prises par la Chambre de première instance ;
- e) établir le calendrier des questions à traiter, à l'exception de la fixation de la date du procès, tel que visée à l'article 132, paragraphe 1 ;
- f) traiter les conditions de détention et des questions qui y sont liées ; et
- g) traiter toute autre question préparatoire devant être réglée, qui autrement ne relève pas de la compétence exclusive de la Chambre de première instance.

6. Le juge ne doit pas rendre de décision qui porte sérieusement atteinte aux droits de l'accusé ou qui affecte les questions de droit et de fait au cœur de l'affaire, ni, sous réserve du paragraphe 5, prendre de décision qui nuise aux droits essentiels des victimes. »

Résolution ICC-ASP/11/Res.3

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.3

Les locaux permanents

L'Assemblée des États Parties,

Rappelant ses résolutions adoptées au sujet des locaux permanents, notamment les documents ICC-ASP/6/Res.1¹, ICC-ASP/7/Res.1², ICC-ASP/8/Res.5³, ICC-ASP/8/Res.8⁴, ICC-ASP/9/Res.1⁵, et ICC-ASP/10/Res.6⁶, et *réitérant* l'importance des locaux permanents pour l'avenir de la Cour,

Prenant acte du rapport du Comité de contrôle sur les locaux permanents⁷,

Notant les recommandations de l'auditeur externe⁸, ainsi que les rapports du Comité du budget et des finances sur les travaux de ses dix-huitième et dix-neuvième sessions, et des recommandations y figurant⁹,

Réitérant sa ferme intention d'assurer la livraison des locaux permanents dans les limites du budget de 190 millions d'euros (au niveau de prix de 2014), conformément à la résolution ICC-ASP/6/Res.1, *soulignant* le rôle du Comité de contrôle dans la mise en œuvre, en vertu de son pouvoir délégué, de toute action qui se révélerait nécessaire pour s'assurer que le projet progresse en toute sécurité à l'intérieur du budget, et de maintenir les coûts de propriété des locaux permanents à un niveau minimal,

Soulignant que les locaux permanents seront livrés conformément à des standards de qualité dans les limites du budget approuvé, tout en évitant d'inclure des éléments qui ne seraient pas indispensables à l'exécution adéquate des fonctions essentielles de la Cour ou qui auraient, de toute autre manière, une incidence négative sur le coût total de propriété,

Reconnaissant l'importance du contrôle strict de la conception, de l'étendue et de l'évolution des besoins au cours de la phase de construction permettant que le projet soit délivré en temps voulu, selon les exigences prévues en matière de coûts et de qualité,

Rappelant l'importance du rôle de la Cour et de l'État hôte au cours du processus et *notant avec gratitude* leur entière coopération dans le cadre du projet,

Rappelant le rôle du Directeur de projet dans la conduite et la gestion du projet dans sa globalité, et *rappelant* sa mission de réaliser les objectifs et de respecter le calendrier, les devis et les normes de qualité, comme indiqué dans la résolution ICC-ASP/6/Res.1 et les dispositions de gouvernance révisées approuvées par l'Assemblée à sa dixième session,

Rappelant que le coût total de propriété, actuellement estimé entre 13,3 millions et 14,8 millions d'euros par an à partir de 2016, inclut : les coûts financiers des États n'ayant pas opté pour le paiement forfaitaire, les coûts opérationnels des locaux et les coûts de financement destinés au renouvellement des équipements,

Notant la recommandation du Comité du budget et des finances à sa dix-huitième session invitant le Comité de contrôle à compléter, en coopération avec le Directeur de projet, l'analyse qualitative par des hypothèses, des alternatives et des scénarios d'ordre quantitatif, comprenant notamment l'évaluation des risques et l'illustration des coûts¹⁰, et qu'une telle analyse devrait inclure l'ensemble des approches possibles,

¹ Documents officiels ... Sixième session ... 2007 (ICC-ASP/6/20), vol. I, partie III.

² Documents officiels ... Septième session ... 2008 (ICC-ASP/7/20), vol. I, partie III.

³ Documents officiels ... Huitième session ... 2009 (ICC-ASP/8/20), vol. I, partie II.

⁴ Documents officiels ... Reprise de la huitième session ... 2010 (ICC-ASP/8/20/Add.1), partie II.

⁵ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie II.

⁶ Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie II.

⁷ ICC-ASP/11/35.

⁸ Documents officiels... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. II, partie C.1.

⁹ Ibid., parties B.1 et B.2.

¹⁰ Ibid., partie B.1.

Rappelant que les États Parties ont été priés d'informer le Greffier du choix définitif de la formule du paiement forfaitaire pour le règlement de leur quote-part avant le 15 octobre 2009, et que ce délai a été prorogé au 15 octobre 2012 par la résolution ICC-ASP/8/Res.8,

Saluant le fait que 33 États Parties se sont engagés à effectuer un paiement forfaitaire au 1^{er} novembre 2012, pour un montant de 36 370 811 euros, dont 34 470 490 euros ont été déjà reçus,

Prenant note que d'autres États Parties ont exprimé leur éventuelle intention de retenir la formule du paiement forfaitaire de leur quote-part,

Prenant note que certains États Parties ont exprimé un intérêt visant à opter pour une combinaison entre le paiement forfaitaire et la participation au prêt de l'État hôte,

Notant les bénéfices que tirent les États Parties de la prorogation de délai pour retenir la formule du paiement forfaitaire, étant donné qu'il faut prélever moins de fonds sur le prêt de l'État hôte, que les États Parties optant pour le paiement forfaitaire bénéficient d'une réduction immédiate et que ceux n'ayant pas opté pour le paiement forfaitaire doivent rembourser un montant moins important sur le capital et les intérêts,

Rappelant les critères applicables à l'accord de prêt de l'État hôte et les principes applicables aux paiements forfaitaires de la part du coût du projet revenant aux États Parties, contenus dans les annexes II et III de la résolution ICC-ASP/7/Res.1 respectivement,

Notant que les conditions de l'accord de prêt stipulent que les intérêts seront payés annuellement, à compter de la première utilisation du prêt de l'État hôte¹¹, et que le remboursement du prêt, par versements annuels réguliers, commencera après la date d'expiration des baux existants ou futurs des locaux provisoires¹²,

Rappelant que le fonds d'affectation spéciale pour les contributions volontaires destinées à la construction des locaux permanents a été créé et que les contributions volontaires peuvent également être allouées à des fins particulières, ou en nature, après consultation du Comité de contrôle,

A. Gestion du projet : budget, qualité et calendrier

1. *Salue* le rapport du Comité de contrôle et *exprime sa reconnaissance* au Comité de contrôle, au Directeur de projet, à la Cour et à l'État hôte pour les progrès réalisés en faveur du projet sur les locaux permanents depuis la dixième session de l'Assemblée ;
2. *Approuve* le dispositif révisé des flux de trésorerie contenu à l'annexe I ;
3. *Salue* l'achèvement de la phase d'attribution et le lancement, le 1^{er} octobre 2012, de la phase de construction du projet ;
4. *Salue également* le fait que le projet continue de se limiter au budget approuvé de 190 millions d'euros (au prix de 2014) et, à cet égard, *se félicite* que les éléments intégrés (« éléments 3gv ») aient été intégralement absorbés par le budget général et qu'à ce jour, l'estimation des coûts de construction s'élèvent à 183,7 millions d'euros, c'est-à-dire 6,3 millions d'euros en dessous du montant maximum alloué au projet ;
5. *Approuve* le fait que la stratégie financière révisée du Comité de contrôle inclut une gestion prudente et permanente des risques et des ressources, et prévoit que tout résultat financier excédentaire obtenu lors d'une phase du projet soit conservé pour faire face à des circonstances imprévues et à des décisions politiques jusqu'à l'achèvement du projet ;
6. *Approuve également* la stratégie de contrôle des coûts mise en place par le Comité de contrôle visant à s'assurer que le projet continue à prévoir des locaux de qualité tout en évitant d'inclure des éléments qui ne répondraient pas aux normes de cohérence nécessaires pour les fonctions essentielles de la Cour ou qui, dans le cas contraire, affecteraient de façon négative le coût total de propriété ;

¹¹ Documents officiels ... Septième session ... 2008 (ICC-ASP/7/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/7/Res.1, annexe II, e).

¹² Ibid., f).

7. *Demande* au Comité de contrôle de garantir que tout changement survenant durant la phase de construction et jusqu'à l'achèvement du projet ne puisse être adopté que s'il n'entraîne pas de coût supplémentaire et, à cette fin, *demande* au Directeur de projet de déployer tous les efforts afin que tout changement qui s'avérerait nécessaire soit compensé par des ressources correspondantes ou par une économie opérationnelle et puisse être mis en œuvre, dans la mesure du possible, en tenant dûment compte de la minimisation des coûts supplémentaires liés aux retards et à d'autres facteurs ;
8. *Fait sienne* la décision du Comité de contrôle de mettre en place un groupe de travail présidé par le Directeur de projet, qui pourrait inclure un consultant externe et des représentants du Comité de contrôle et de la Cour afin de procéder à une analyse plus approfondie du coût total de propriété des locaux permanents, en examinant les différentes approches possibles ainsi que toute option permettant aux nouveaux États Parties de contribuer au financement du projet, et *demande* au Comité de faire rapport à la douzième session de l'Assemblée ;
9. *Se félicite* que la date d'achèvement des locaux permanents soit toujours prévue pour septembre 2015, et *souligne* la nécessité que le projet respecte le calendrier pour éviter des dépassements budgétaires et permettre à la Cour un emménagement progressif dans les locaux en décembre 2015 ;
10. *Demande* à la Cour, en collaboration avec le Directeur de projet, de prendre toutes les mesures préparatoires nécessaires pour s'assurer qu'elle est prête à emménager dans les locaux permanents au plus tard en décembre 2015 afin d'éviter toute dépense supplémentaire pour les États Parties, et de faire un rapport détaillé au Bureau et à la vingtième session du Comité du budget et des finances ;
11. *Demande également* à la Cour d'élaborer, en concertation avec le Directeur de projet et le Comité de contrôle, de nouvelles options permettant d'atténuer le coût des éléments 2gv, en retenant notamment l'idée de l'adéquation des équipements existants et de leur utilisation prolongée ainsi que l'option d'une mutualisation des achats avec d'autres institutions, et de faire un rapport détaillé à ce sujet lors de la vingtième session de l'Assemblée des États Parties, par l'entremise du Comité de contrôle ;
12. *Salue* la délégation de pouvoirs du Greffier au Directeur de projet en ce qui concerne l'allocation des fonds pour le projet de locaux permanents, et *encourage* le Greffier à poursuivre la délégation de pouvoirs et de tâches au Directeur de projet, en fonction des besoins et au niveau opportun, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière, afin de continuer à améliorer la gestion et l'efficacité du projet et des sous-projets afférents ;
13. *Demande* au Directeur de projet, en collaboration avec la Cour, de continuer à travailler sur les recommandations, conformément au paragraphe 5 de l'annexe V de la résolution ICC-ASP/7/Res.1, invitant à rechercher des manières d'améliorer les présentes directives concernant les marchés et les dépenses visant à ne pas retarder l'exécution du projet, et de les soumettre pour approbation au Comité de contrôle ;

B. Paiements forfaitaires

14. *Décide* de proroger le délai donné aux États Parties pour informer le Greffier et le Bureau du Directeur de projet de leur décision de retenir la formule du paiement forfaitaire de leur quote-part au 31 décembre 2014¹³ ;
15. *Décide en outre* que les États qui déposent leur instrument de ratification ou d'adhésion au Statut de Rome avant le 31 décembre 2014 pourront choisir la formule du paiement forfaitaire, à condition d'informer le Greffier de leur décision à ce sujet avant cette date, nonobstant la date à laquelle le Statut de Rome entre en vigueur pour ces États ;
16. *Décide également* que les États Parties peuvent choisir soit un paiement forfaitaire intégral, soit un paiement forfaitaire partiel associé à une participation au prêt ;

¹³ Les principes des paiements forfaitaires de la quote-part, contenus dans les *Documents officiels ... Septième session ... 2008* (ICC-ASP/7/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/7/Res.1, annexe III, continueront à s'appliquer, *mutatis mutandis*, aux États optant pour la formule du paiement forfaitaire après le 15 octobre 2012.

17. *Demande* aux États Parties ayant recours au délai supplémentaire accordé pour les paiements forfaitaires de consulter le Greffier pour décider du calendrier des paiements, conformément à la note explicative plus détaillée¹⁴ qui figure en annexe II de la présente résolution, et sous réserve des conditions suivantes :

a) Les paiements forfaitaires pourront être effectués en un ou plusieurs versements annuels ;

b) L'intégralité de tous les paiements forfaitaires doit être reçue avant le 15 juin 2015 ; et

c) Les paiements forfaitaires seront sujet à ajustement une fois que le coût final du projet et que le montant de la bonification accordée par l'État hôte seront connus afin de garantir que tous les États Parties bénéficient d'un traitement équitable et juste ;

18. *Demande* au Greffier, en coordination avec le Bureau du Directeur de projet, de continuer à soumettre au Comité de contrôle, comme demandé, un rapport sur les calendriers fixés pour les versements forfaitaires ;

19. *Décide* que les contributions mises en recouvrement par les États Parties pour payer le prêt de l'État hôte, et tout intérêt dû à ce titre, soient déposés sur un compte spécial et ne soient utilisés que pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'accord de prêt avec l'État hôte ;

C. Rapport financier

20. *Demande* au Directeur de projet de continuer, en consultation avec le Comité de contrôle, et conformément à la résolution ICC-ASP/6/Res.1, à soumettre annuellement, pour examen par l'Assemblée lors de sa session régulière, une estimation détaillée des coûts concernant le projet, sur la base des informations les plus récentes, et d'y intégrer le calendrier sur l'utilisation des fonds provenant des paiements forfaitaires ;

21. *Demande* au Directeur de projet de continuer à rendre compte annuellement à l'Assemblée, par le biais du Comité de contrôle, de la réalisation des estimations de l'année écoulée et du niveau des dépenses ;

D. Stratégie d'audit

22. *Salue* l'adoption par le Comité de contrôle d'une stratégie d'audit pour le projet, et *demande* à la Section d'audit interne de la Cour de s'assurer de sa mise en œuvre au nom du Comité de contrôle, en tenant compte de la recommandation du Comité du budget et des finances concernant la connaissance du projet par l'audit interne¹⁵ ;

E. Contributions volontaires

23. *Réitère* l'invitation faite aux États Parties ainsi qu'aux membres de la société civile ayant prouvé leur engagement en faveur du mandat de la Cour, de lever des fonds pour le projet des locaux permanents ;

F. Rapports futurs du Comité de contrôle

24. *Demande* au Comité de contrôle de rester saisi de cette question, de continuer à fournir des rapports intérimaires réguliers au Bureau, et de rendre compte à l'Assemblée de cette évolution lors de sa prochaine session.

¹⁴ La note explicative détaille les principes concernant les paiements forfaitaires en lien avec les critères applicables à l'accord de prêt, y compris pour les États Parties qui opteraient pour la formule du paiement forfaitaire, ou qui effectueraient leurs paiements, après que le prêt de l'État hôte a été utilisé et que le paiement des intérêts a commencé.

¹⁵ *Documents officiels ... Onzième session ... 2012* (ICC-ASP/11/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 82.

Annexe I

Schéma des flux de trésorerie

Budget des locaux permanents de la CPI (en millions d'euros)

Poste de dépenses		Total	Total	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		2016	Total
		coûts	général	PCP	PCF	PCP+ et appel d'offre		Construction			Emménagement		
1.	Coûts de construction		147,04				2,8	46,5	85,3	12,2	0,1	0,1	147,1
	1a. Coûts de construction	140,64					1,6	43,3	84,1	11,4	0,1	0,1	140,7
	1b. Honoraires Équipe de conception (après l'appel d'offres)	6,40					1,2	3,2	1,2	0,8	-	-	6,4
2.	Risques		12,89				-1,5	1,7	10,7	0,8	0,5	0,8	12,9
	2a. Risque de projet (tous éléments incl. la conception ou les tiers)	3,79					0,0	0,4	1,4	0,7	0,5	0,8	3,8
	2b. Risque de client (extérieur au projet, par ex. municipalité)	9,10					-1,5	1,3	9,2	0,1	-	-	9,1
3.	Permis et droits		2,60				2,5	0,1					2,6
	Permis et droits	2,60							-	-	-		-
4.	Frais		19,60	1,3	3,6	6,9	2,8	0,9	1,6	1,6	0,8	0,1	19,6
	4a. Frais de conception	10,55			2,7	5,1	2,0	0,5	0,2	-	-	-	10,5
	4b. Gestion du projet	7,40		0,9	0,7	1,3	0,5	0,3	1,3	1,3	0,7	0,0	7,4
	4c. Autres consultants	1,62		0,4	0,2	0,4	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	-	1,6
	4d. Frais de fonctionnement (par ex. frais bancaires)	0,03		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0
5.	Autres coûts	1,50	1,50		1,5								1,5
6.	Reliquat (excédent projeté/réserve supplémentaire)	6,37	6,37						5,6	0,7	-		6,4
	Total	190,0	190,0	1,3	5,1	6,9	2,8	4,8	49,9	103,1	14,5	0,6	190,0
	Total	-	-	1,3	5,1	6,9		7,5	49,9	103,1		15,14	190,0
	Total cumulé			1,28	6,41	13,29		20,79	70,71	173,85		188,99	190,0

Annexe II

Note explicative concernant les paiements¹

A. Introduction

1. La présente note contient des éclaircissements supplémentaires destinés aux États Parties sur les principes des paiements forfaitaires, en lien avec les critères applicables à l'accord de prêt, compte tenu de la proposition de proroger le délai donné aux États Parties de retenir la formule du paiement forfaitaire au 31 décembre 2014. Il présente quelques chiffres indicatifs, en comparant l'option du paiement forfaitaire à la participation au remboursement du prêt sur 30 ans à un taux d'intérêt de 2,5 pour cent, par versements annuels. Les différentes alternatives proposées aux États Parties sont présentées de façon détaillée dans le tableau qui figure en annexe du rapport du Comité de contrôle².

B. Modalités des paiements forfaitaires

2. L'annexe III à la résolution ICC-ASP/7/Res.1 énonce les critères applicables à l'accord de prêt et les principes applicables aux paiements forfaitaires de la part du coût du projet revenant aux États Parties (extrait inclus en appendice I de la présente note). Les indications ci-après visent à concrétiser ces principes :

a) Le montant du paiement forfaitaire dû par l'État Partie A peut être calculé selon la formule suivante :

Paiement forfaitaire A = (coûts de construction)³ x (quote-part revenant à l'État Partie A) – (Remise 1) – (Remise 2)

Pour lequel :

(Remise 1)⁴ = (quote-part revenant à l'État Partie A) x 17,5 % x (coûts de construction)

(Remise 2)⁵ = (quote-part revenant à l'État Partie A) x (bonification de l'État hôte de 17,5 % sur la différence entre le montant maximum du prêt (200 millions d'euros) et les coûts de construction.

Explication : Comme indiqué dans la résolution ICC-ASP/6/Res.1, l'ensemble des coûts de construction ne doit pas dépasser 190 millions d'euros. L'État hôte a accepté, dans son offre initiale, de déduire une bonification équivalent à 17,5 pour cent de la somme non utilisée par rapport au montant maximum du prêt, soit 200 millions d'euros, à savoir la différence entre 200 millions et le montant final total emprunté. Étant donné qu'en raison des paiements forfaitaires, il sera moins nécessaire d'avoir recours au prêt de l'État hôte, on peut raisonnablement déduire ce pourcentage dès le départ au profit de l'État Partie contributeur. L'autre option serait de le faire au moment de l'ajustement à l'achèvement du projet⁶.

b) Les paiements forfaitaires seront sujets à ajustement final lorsque le coût final du projet⁷ et le montant de la bonification accordée par l'État hôte seront connus.

¹ Il s'agit d'une version actualisée de la note explicative contenue dans l'annexe II du document ICC-ASP/8/34, qui fait référence à la lettre originale de la Cour, datée du 9 avril 2009, priant les États Parties de faire savoir avant le 30 juin 2009 s'ils envisageaient de retenir la formule du paiement forfaitaire.

² ICC-ASP/11/35, annexe I, appendice VIII.

³ Bien que les coûts de construction soient actuellement estimés à 183,7 millions d'euros, tous les calculs, sous réserve d'un ajustement final, seront réalisés sur la base du budget maximum approuvé de 190 millions d'euros afin d'assurer une cohérence avec les États Parties ayant sélectionné la formule du paiement forfaitaire à un stade antérieur.

⁴ La Remise 1 ne s'applique qu'aux États Parties ayant opté pour le paiement forfaitaire.

⁵ La Remise 2 s'applique à tous les États Parties, qu'ils aient opté ou non pour le paiement forfaitaire. La seule différence est que ceux qui ont opté pour le paiement forfaitaire bénéficieraient d'une remise par anticipation sur la base de l'estimation de 190 millions d'euros (sous réserve de l'ajustement final), alors que d'autres bénéficieraient d'une remise en fonction de leur quote-part au moment de l'ajustement final à l'achèvement du projet.

⁶ Voir point b).

⁷ Le coût final du projet devrait être connu vers la fin de 2015.

Ajustement final des Remises 1 et 2 à l'achèvement du projet :

S'il se révèle nécessaire d'utiliser intégralement les 200 millions d'euros du prêt⁸, les Remises 1 et 2 se retrouveront réduites à zéro ;

Si les coûts de construction dépassent le prêt maximum de 200 millions d'euros⁹, la Remise 1 ne s'appliquera que sur la partie du paiement forfaitaire ayant pour effet de ramener le montant du prêt à moins de 200 millions d'euros. La Remise 2 serait réduite à zéro ; et

Si les coûts de construction s'élèvent à moins de 190 millions d'euros, la Remise 2 serait augmentée pour tous les États Parties afin de refléter l'augmentation de la bonification de l'État hôte suite à l'augmentation du montant du prêt non utilisée. La Remise 1 ne varierait pas afin de ne pas répercuter deux fois la même remise aux États Parties ayant opté pour la formule du paiement forfaitaire.

Explication : Un ajustement final s'impose de sorte que tous les États Parties acquittent le même montant. Les États Parties ayant déjà opté pour un paiement forfaitaire ou envisageant de le faire doivent être avertis qu'à l'achèvement du projet, ils pourraient être appelés à verser un montant supplémentaire, sachant toutefois que tout sera fait pour réaliser le projet dans les délais et sans dépassement du budget, et, à cet égard, le coût actuel du projet est estimé à 183,7 millions d'euros. Aux fins de l'ajustement, on appliquera le barème des quotes-parts en vigueur à la date où celui-ci sera effectué, à savoir à l'achèvement du projet (décembre 2015). Le barème des quotes-parts sera différent de celui appliqué initialement en 2009 pour calculer les paiements forfaitaires¹⁰, par exemple, en fonction de l'évolution du nombre d'États Parties entre 2009 et le moment où l'ajustement final est réalisé. Les changements apportés au barème des quotes-parts une fois le projet achevé (décembre 2015) ne seront pas applicables au calcul des quotes-parts revenant aux États Parties pour le projet

c) Avec la nouvelle prorogation du délai, certains États Parties peuvent retenir la formule du paiement forfaitaire du 1^{er} décembre 2012 au 31 décembre 2014 et les paiements forfaitaires peuvent être réalisés en un ou plusieurs versements, entre décembre 2012 et le 15 juin 2015.

Le paiement forfaitaire devra être effectué conformément à l'article 5.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière de la Cour. Si le paiement est fait en deux ou trois fois, les deuxième et troisième versements devront être effectués selon les mêmes modalités.

Conformément aux modalités du prêt de l'État hôte, le paiement des intérêts débute à compter de la première utilisation du prêt¹¹, alors que le remboursement du capital ne commencera qu'à la date d'expiration des baux existants ou futurs des locaux provisoires¹².

Par conséquent, si l'un des versements du paiement forfaitaire revenant à un État Partie était reçu par la Cour après la première utilisation du prêt de l'État hôte (prévue actuellement à la fin du deuxième trimestre 2013), cet État Partie serait redevable de la part qui lui revient des intérêts du prêt de l'État hôte, applicable jusqu'à la fin du mois au cours duquel le paiement forfaitaire (versement) est reçu.

Le dispositif de calcul est présenté de façon plus détaillée dans l'appendice II de la présente note, qui illustre les différents scénarios possibles pour les États Parties optant pour le paiement forfaitaire ou le remboursement du prêt, conformément à la recommandation du Comité du budget et des finances à sa dix-huitième session¹³.

⁸ Cette éventualité est tout à fait improbable compte tenu l'état actuel du projet.

⁹ Cette éventualité est tout à fait improbable dans la mesure où le coût actuel du projet est estimé à 183,7 millions d'euros.

¹⁰ Utilisé comme base de calcul initial des paiements forfaitaires (ICC-ASP/8/Res.8) et encore utilisé pour les nouveaux paiements forfaitaires, par souci de cohérence, sous réserve de l'ajustement final.

¹¹ *Documents officiels ... Septième session ... 2008* (ICC-ASP/7/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/7/Res.1, annexe II, e).

¹² *Ibid.*, f).

¹³ *Documents officiels ... Onzième session ... 2012* (ICC-ASP/11/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 167.

Estimation des intérêts dus au cours de la phase de construction (2013-2015)

L'ensemble des coûts annuels des intérêts associés à l'utilisation du prêt de l'État hôte au cours de la phase de construction du projet sont actuellement estimés comme suit¹⁴ :

2013 : 204 568 euros

2014 : 1 659 706 euros

2015 : 3 627 525 euros

Ces montants ne sont dus que par les États Parties qui n'ont pas opté pour le paiement forfaitaire ou, s'ils l'ont fait, n'ont pas effectué tous leurs versements avant la première utilisation du prêt de l'État hôte (prévue actuellement à la fin deuxième trimestre 2013).

La quote-part des États Parties tenus de payer les intérêts au cours de la phase de construction doit être calculée conformément au barème des quotes-parts qui s'applique au budget ordinaire de la Cour applicable au moment du calcul, avec les corrections nécessaires visant à exclure les États Parties ayant versé l'intégralité de leur paiement forfaitaire avant l'utilisation du prêt.

Appendice I

Critères applicables à l'accord de prêt et principes applicables aux paiements forfaitaires de la part du coût du projet revenant aux États Parties, comme indiqué dans la résolution ICC-ASP/7/Res.1

L'Assemblée des États Parties,

[...]

Annexe II

Critères applicables à l'accord de prêt

L'accord avec l'État hôte concernant son offre d'accorder un prêt pour la réalisation du projet de construction de locaux permanents stipulera ce qui suit :

- a) L'État hôte accordera à la Cour pénale internationale un prêt de 200 millions d'euros au maximum à 30 ans d'échéance et à un taux d'intérêt annuel de 2,5 pour cent ;
- b) L'accord n'oblige aucunement la Cour, en droit, à emprunter l'intégralité du montant susmentionné (c'est-à-dire 200 millions d'euros) à l'État hôte, pas plus qu'il ne limite de quelque manière le pouvoir discrétionnaire de la Cour de décider du montant à emprunter ;
- c) L'accord ne limite aucunement le pouvoir discrétionnaire de la Cour de solliciter des fonds aux mêmes fins auprès d'une quelconque autre source si elle le juge bon ;
- d) Si le prêt de 200 millions d'euros n'est utilisé que partiellement, l'État hôte réduira le montant utilisé du prêt, à la fin de la période de construction, d'un montant devant être considéré comme une bonification d'intérêt égale à 17,5 pour cent de la partie inutilisée du prêt de 200 millions d'euros ;
- e) Les intérêts seront payés annuellement, à compter de la première utilisation du prêt de l'État hôte ;
- f) Le remboursement du prêt, par versements annuels réguliers, commencera après la date d'expiration des baux existants ou futurs des locaux provisoires.

¹⁴ Ces montants peuvent varier en fonction de paiements forfaitaires supplémentaires reçus ainsi que de tout changement dans le flux de trésorerie du projet.

Annexe III

Principes applicables aux paiements forfaitaires de la part du coût du projet revenant aux États Parties

[...]

3. Les États Parties qui n'auront pas opté pour la formule du paiement forfaitaire devront verser chaque année une contribution au titre du paiement des intérêts et du remboursement du prêt de l'État hôte, conformément au barème des contributions au budget ordinaire de la Cour applicable à la date considérée.

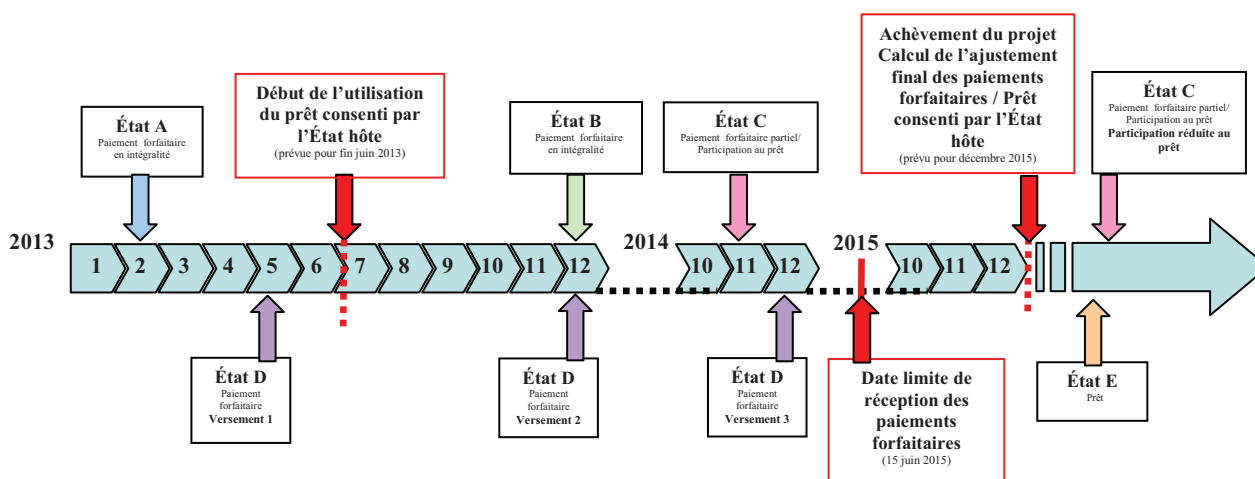
4. Le Greffier informera les États Parties ayant exprimé le souhait de faire un paiement forfaitaire de la part leur revenant des coûts du projet sur la base des estimations les plus récentes de l'enveloppe financière finale visée au paragraphe 13 de la présente résolution.

5. Les paiements forfaitaires seront sujets à ajustement lorsque le coût final du projet et le montant de la bonification accordée par l'État hôte seront connus.

[...]

Appendice II

Exemples de financement du projet / calcul du paiement forfaitaire par les États Parties



Hypothèses

La date de première utilisation du prêt est prévue pour fin juin 2013.

Dans tous les cas de figure, l'ajustement final interviendra en décembre 2015 sur la base du coût final du projet, des paiements forfaitaires reçus et du barème des quotes-parts à l'achèvement du projet.

Le remboursement du capital et des intérêts du prêt consenti par l'État hôte est prévu de janvier 2016 à décembre 2045.

Exemples

État A – Paiement forfaitaire en intégralité avant la première utilisation du prêt consenti par l'État hôte

Paiement forfaitaire effectué en février 2013 :

- aucun intérêt dû pour la période 2012 – 2015 ; et
- aucun remboursement du capital et des intérêts du prêt pour la période 2016 – 2045.

État B – Paiement forfaitaire en intégralité avant la première utilisation du prêt consenti par l'État hôte

Paiement forfaitaire effectué en décembre 2013 :

- a) part proportionnelle des intérêts sur le prêt consenti par l'État hôte, applicable jusqu'à la fin du mois et de l'année de réception du paiement, soit uniquement de juillet à décembre (6 mois) ; et
- b) aucun intérêt dû pour la période 2016 – 2045.

État C – Paiement forfaitaire partiel / Participation au prêt

Paiement forfaitaire partiel effectué en novembre 2014 :

- a) part proportionnelle des intérêts sur le prêt consenti par l'État hôte, applicable jusqu'à la fin du mois et de l'année de réception du paiement : aucun intérêt dû avant la première utilisation du prêt consenti par l'État hôte, part proportionnelle des intérêts pour 2013 (de juillet à décembre), et 2014 (de janvier à novembre) en tenant compte du paiement forfaitaire effectué + intérêts sur le reste de la quote-part jusqu'à achèvement du projet ; et
- b) contributions non acquittées financées par le prêt, soit un remboursement sur 30 ans du capital et des intérêts, à compter de janvier 2016.

État D – Paiement forfaitaire en intégralité en 3 versements ; 1 versement avant la première utilisation du prêt consenti par l'État hôte et 2 versements après l'utilisation du prêt

- a) Versement 1 effectué en mai 2013 : aucun intérêt dû sur cette somme ;
- b) Versement 2 effectué en décembre 2013 : part proportionnelle des intérêts sur le prêt consenti par l'État hôte, applicable jusqu'à la fin du mois de réception du versement 2, soit la part proportionnelle des intérêts pour 2013 (de juillet à décembre) ;
- c) Versement 3 effectué en décembre 2014 : part proportionnelle des intérêts sur le prêt consenti par l'État hôte, applicable jusqu'à la fin du mois de réception du versement 3, soit la part proportionnelle des intérêts pour 2013 (de juillet à décembre) et 2014 (de janvier à décembre) ; et
- d) aucun remboursement du capital et des intérêts du prêt pour la période 2016 – 2045.

État E – Participation au prêt consenti par l'État hôte

- a) part proportionnelle des intérêts sur le prêt consenti par l'État hôte, applicable de juillet 2013 au décembre 2015 sur la contribution mise en recouvrement ; et
- b) contributions non acquittées financées par le prêt, soit un remboursement sur 30 ans du capital et des intérêts, à compter de janvier 2016.

Annexe III

Membres du Comité de contrôle

États d'Afrique

1. Kenya

États d'Asie et du Pacifique

2. Japon
3. République de Corée

États d'Europe orientale

4. Roumanie

États d'Amérique latine et des Caraïbes

5. Argentina
6. Venezuela (République bolivarienne du)

États d'Europe occidentale et autres États

7. Allemagne
8. Irlande
9. Italie
10. Royaume-Uni

Résolution ICC-ASP/11/Res.4

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.4

Mécanisme de contrôle indépendant

L'Assemblée des États Parties,

Rappelant le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, notamment, l'article 112, paragraphes 2 b) et 4 dudit Statut,

Rappelant ses résolutions ICC-ASP/8/Res.1, ICC-ASP/9/Res.5, et ICC-ASP/10/Res.5 sur le Mécanisme de contrôle indépendant,

Se félicitant du rapport du Bureau sur le Mécanisme de contrôle indépendant,

1. *Reconnaît* l'importance d'un Mécanisme de contrôle indépendant opérationnel, conformément aux résolutions ICC-ASP/8/Res.1, ICC-ASP/9/Res.5 et ICC-ASP/10/Res.5, pour les besoins d'un fonctionnement efficace et effectif de la Cour ;
2. *Prend note* du rapport du Bureau sur le Mécanisme de contrôle indépendant et sur le programme de travail dudit Mécanisme pour 2013, annexé audit rapport ;
3. *Décide* de poursuivre l'examen du Mécanisme de contrôle indépendant, tout en respectant pleinement les dispositions du Statut de Rome qui ont trait à l'indépendance judiciaire et à l'indépendance de l'action publique ainsi qu'aux orientations générales que donne l'Assemblée des États Parties pour l'administration de la Cour, notamment les articles 40, 42 et 112, en vue de la soumission à l'Assemblée, à sa douzième session, par le Bureau d'une proposition complète susceptible de rendre pleinement opérationnel le Mécanisme de contrôle indépendant;
4. *Prend acte avec reconnaissance* des informations concernant le projet de mesures anti-rétorsion/dénonciation d'abus qu'a élaborées la Cour en étroite liaison avec le Mécanisme de contrôle indépendant et le Comité du personnel, et *invite* la Cour à les adopter aussitôt que possible.
5. *Décide également* de déléguer au Bureau les décisions suivantes, après avoir tenu compte des incidences budgétaires et des exigences opérationnelles qui sont susceptibles d'en découler et, si nécessaire, après consultation du Comité du budget et des finances :
 - a) Le prolongement du mandat du chef temporaire du Mécanisme de contrôle indépendant et, en tant que de besoin, le recrutement du chef du Mécanisme de contrôle indépendant; et
 - b) La détermination du moment approprié pour entreprendre le recrutement du membre du personnel de la classe P-2 affecté au Mécanisme de contrôle indépendant.

Résolution ICC-ASP/11/Res.5

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.5 Coopération

L'Assemblée des États Parties,

Rappelant les dispositions du Statut de Rome, la Déclaration sur la coopération (RC/Dec.2), approuvée par les États Parties à la Conférence de révision de Kampala, et les résolutions et déclarations antérieures de l'Assemblée des États Parties se rapportant à la coopération, et notamment les résolutions ICC-ASP/8/Res.2, ICC-ASP/9/Res.3, ICC-ASP/10/Res.2, et les soixante-six recommandations jointes à la résolution ICC-ASP/6/Res.2,

Déterminée à mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves au regard de l'ensemble de la communauté internationale, et *réaffirmant* que la poursuite de ces crimes doit être renforcée notamment par la consolidation de la coopération internationale,

Soulignant l'importance d'une coopération et d'une assistance, de caractère effectif et global, de la part États Parties, des autres États et des organisations internationales et régionales aux fins de permettre à la Cour de remplir pleinement sa mission fixée par le Statut de Rome,

Observant que des contacts avec des personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour non exécuté devraient être évités lorsque de tels contacts compromettent les objectifs du Statut de Rome,

1. *Se félicite* qu'il soit reconnu, au paragraphe 80 du rapport sur les activités de la Cour que « d'une manière générale, la Cour obtient la coopération qu'elle sollicite »¹ ;
2. *Souligne* l'importance d'une coopération et d'une assistance, en temps utile et de caractère effectif, de la part des États Parties et des autres États qui sont tenus, ou encouragés à coopérer avec la Cour en vertu du chapitre IX du Statut de Rome ou d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, dès lors que toute carence, lorsqu'il s'agit de fournir une telle coopération, dans le cadre d'instances judiciaires, est de nature à affecter le bon fonctionnement de la Cour, et *rappelle* l'incidence que la non-exécution des demandes de la Cour peut avoir sur sa capacité de s'acquitter de ses fonctions, notamment lorsqu'il est question de l'arrestation et de la remise à la Cour d'individus qui font l'objet de mandats d'arrêt ;
3. *Souligne* la valeur des enseignements des tribunaux internationaux ad hoc et mixtes en matière d'exécution des mandats d'arrêt ;
4. *Souligne également* les efforts continûment déployés par la Cour pour fournir des demandes spécifiques de coopération et d'assistance de nature à renforcer la capacité des États Parties et des autres États de donner suite rapidement à ces demandes, et *invite* la Cour à continuer d'améliorer sa pratique concernant la transmission des demandes de coopération et d'assistance spécifiques, complètes et opportunes ;
5. *Demande* au Bureau d'examiner, par le truchement de ses groupes de travail, la question des contacts non essentiels, eu égard aux avis complémentaires issus des différents organes de la Cour, et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée, bien avant sa douzième session ;
6. *Note avec satisfaction* les efforts déployés par le Président de l'Assemblée pour mettre en œuvre les procédures de non-coopération adoptées par cette dernière dans sa résolution ICC-ASP/10/Res.5, et *encourage* l'Assemblée à suivre les procédures et leur mise en œuvre aux fins de leur efficacité ;

¹ ICC-ASP/11/21, paragraphe 80.

7. *Exprime* sa sérieuse préoccupation au sujet de la détention, du 7 juin au 2 juillet 2012, de quatre agents de la Cour, et *note avec satisfaction* l'assistance fournie par les États Parties, les autres États et les organisations internationales pour sécuriser leur libération ;
8. *Souligne* l'importance que revêt le respect des privilèges et immunités du personnel et des hauts fonctionnaires de la Cour, conformément à l'article 48 du Statut de Rome, ainsi que la nécessité de garantir ce respect dans la totalité des situations, notamment par l'adoption de législations nationales pertinentes ;
9. *Appelle* les États Parties et les États non parties qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier de toute urgence l'Accord sur les privilèges et les immunités de la Cour pénale internationale, et à l'intégrer, ainsi qu'il convient, dans leurs législations nationales ;
10. *Se félicite* de la coopération accrue entre la Cour et les Nations Unies, et plusieurs organisations internationales et régionales et institutions intergouvernementales ;
11. *Souligne* l'importance du fait que les États Parties renforcent et intègrent pleinement leurs soutiens notamment diplomatiques et politiques aux activités de la Cour, et accroissent la sensibilisation et la compréhension à leur égard au niveau international, et *encourage* les États Parties à user de leur statut de membres des organisations internationales et régionales à cette fin ;
12. *Encourage* les États Parties à examiner les possibilités facilitant le renforcement de la coopération et de la communication entre la Cour et les organisations internationales et régionales, en sécurisant notamment l'adéquation et la clarté des mandats, lorsque le Conseil de sécurité des Nations Unies défère des situations à la Cour, en s'assurant du soutien et de la coopération permettant le suivi de ces saisines, et en tenant compte de la mission de la Cour concernant les autres domaines de travail du Conseil de sécurité, notamment la rédaction de ses résolutions sur les sanctions et les débats et résolutions thématiques pertinents ;
13. *Rappelle* que la ratification du Statut de Rome doit avoir pour contrepartie la mise en œuvre dans l'ordre interne des États des obligations qui découlent de cet instrument, en particulier par le biais de la législation d'application et, à cet égard, *prie* les États Parties au Statut de Rome qui ne l'ont pas encore fait, d'adopter les dispositions législatives et autres mesures de cet ordre, afin de veiller à être pleinement en mesure de se conformer aux obligations qui pèsent sur eux en vertu du Statut de Rome ;
14. *Reconnaît* les efforts réalisés par les États et la Cour pour faciliter, notamment par le Projet d'outils juridiques, l'échange d'informations et d'expériences, en vue d'accroître la sensibilisation et de faciliter la rédaction des législations d'application nationale ;
15. *Encourage* les États à envisager la désignation d'un point focal national, d'une autorité centrale nationale ou d'un groupe de travail pour assurer la coordination et l'intégration des questions relatives à la Cour, incluant les demandes d'assistance, au sein et entre les institutions gouvernementales ;
16. *Reconnaît* l'importance des mesures de protection des témoins dans l'exécution de la mission de la Cour, et *note avec préoccupation* que la Cour n'a pas réussi, en dépit de ses efforts continus, à établir un nombre de dispositifs suffisant, ou à instaurer des mesures, pour la prompte réinstallation temporaire des témoins exposés à une menace imminente ;
17. *Appelle* l'ensemble des États Parties et des autres États à envisager, dans toute la mesure du possible, de renforcer leur coopération avec la Cour en concluant des accords ou des arrangements avec celle-ci, ou par tout autre moyen concernant, entre autres, les mesures de protection des témoins, de leurs familles et des autres personnes qui sont exposés à des risques du fait du témoignage des témoins, ainsi que l'exécution des peines ;
18. *Encourage* l'ensemble des États Parties à envisager de verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale en matière de réinstallation, et à conclure, avec la Cour, des accords ou des arrangements sur la réinstallation, en prévoyant notamment de ne susciter aucun coût ;
19. *Rend hommage* au travail de la Cour qui concerne les accords-cadres ou les arrangements ou toute autre mesure dans des domaines tels que les mises en liberté provisoire ou définitive, la réinstallation des témoins et l'exécution des peines, *encourage*

la Cour à poursuivre l'action qu'elle a entreprise à cet égard, et *prie* l'ensemble des États Parties d'envisager de renforcer leur coopération volontaire dans ces domaines ;

20. *Souligne* l'importance de l'amélioration des communications, par le biais des canaux établis ou nouveaux, lors de l'identification, de la localisation, du gel et de la saisie des gains, biens et avoirs, afin de faciliter la coopération entre la Cour, les États Parties, les autres États et les organisations internationales, ainsi que celle de l'obligation correspondante des États Parties et des autres États à coopérer avec la Cour, conformément au chapitre IX du Statut de Rome ou à une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies les obligeant de faire droit aux demandes de la Cour en ce domaine, comme envisagé par le paragraphe 1 k) de l'article 93 du Statut de Rome ;

21. *Souligne* l'avantage offert par la transmission des demandes d'assistance aux États et organisations pour l'identification, la localisation, le gel ou la saisie des gains, biens et avoirs dans des délais aussi courts que possible ;

22. *Salue* le dialogue accru entre les États Parties, la Cour et la société civile à l'occasion du premier débat en séance plénière sur la coopération, intervenu lors de la onzième session de l'Assemblée, ayant trait en particulier aux arrestations et à l'identification, la localisation, le gel et la saisie des avoirs, et *consciente* de l'importance d'une coopération pleine et effective avec la Cour conformément au Statut de Rome, *prend note avec satisfaction* de l'échange fructueux de vues, notamment au sujet de mesures pratiques visant à renforcer la mise en application des demandes de coopération, et de la nécessité d'inclure la coopération comme point permanent à l'ordre du jour des prochaines sessions de l'Assemblée ;

23. *Prie* le Bureau de créer un mécanisme de facilitation de l'Assemblée des États Parties en matière de coopération, visant à établir un processus de consultations avec les États Parties, la Cour et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec d'autres États intéressés et les organisations concernées, afin de renforcer davantage la coopération avec la Cour ;

24. *Décide* que l'Assemblée des États Parties continuera de suivre la question de la coopération en vue de permettre aux États Parties de partager leurs expériences et d'envisager d'autres initiatives pour renforcer la coopération ; *décide*, à cette fin, que l'Assemblée introduira un point spécifique sur la coopération dans l'ordre du jour de sa douzième session ;

25. *Rappelle* la demande adressée à la Cour par l'Assemblée des États Parties, lors de sa dixième session, pour la prier de soumettre à l'Assemblée, à sa douzième session, un rapport actualisé sur la coopération, conformément au paragraphe 15 de la résolution ICC-ASP/10/Res.2.

Résolution ICC-ASP/11/Res.6

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.6 Complémentarité

L'Assemblée des États Parties,

Réaffirmant son engagement envers le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et sa détermination à lutter contre l'impunité pour les crimes les plus graves touchant la communauté internationale, et *soulignant* l'importance de la volonté et de la capacité des États de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites contre les auteurs de ces crimes,

Se félicitant des efforts déployés par la Cour pour poursuivre en justice les principaux responsables de ces crimes ainsi que des résultats obtenus par la Cour à cet égard et *notant* l'évolution de la jurisprudence de la Cour en matière de complémentarité,

Rappelant la responsabilité au premier chef incombant aux États de mener des enquêtes sur les crimes les plus graves touchant la communauté internationale et d'engager des poursuites contre les auteurs et rappelant que, à cette fin, il convient d'adopter des mesures appropriées au niveau national, et que la coopération et l'assistance judiciaire internationales doivent être renforcées en vue de veiller à ce que les systèmes juridiques nationaux soient à même de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites,

Rappelant en outre que l'application des articles 17 et 19 du Statut de Rome concernant la recevabilité des affaires dont la Cour est saisie est une question judiciaire que les juges de la Cour sont amenés à trancher,

Rappelant en outre qu'il conviendrait de réfléchir de manière plus approfondie aux modalités selon lesquelles la Cour va mener à terme ses activités dans un pays de situation et que de telles stratégies de retrait pourraient servir à déterminer comment un pays de situation pourrait être aidé à poursuivre les procédures au plan national une fois que la Cour a achevé son action dans une situation donnée,

1. *Décide* de poursuivre et de renforcer la mise en œuvre efficace du Statut dans l'ordre juridique interne des États, de renforcer la capacité des juridictions nationales d'engager des poursuites contre les auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale, conformément aux normes du procès équitable reconnues sur le plan international, en vertu du principe de la complémentarité ;
2. *Se félicite* de l'engagement de la communauté internationale en faveur du renforcement de la capacité des juridictions internes de permettre aux États de mener véritablement à bien les poursuites contre les auteurs de crimes visés par le Statut de Rome ;
3. *Se félicite en outre* de l'engagement pris par les organismes des Nations Unies de continuer à intégrer, dans les programmes et instruments d'assistance technique existants et nouveaux, des activités de renforcement des capacités des juridictions nationales à enquêter sur les crimes visés par le Statut de Rome et à engager des poursuites à leur encontre, et *encourage vivement* d'autres organisations internationales et régionales, les États et la société civile à déployer de nouveaux efforts en ce sens ;
4. *Se félicite* de la Déclaration adoptée par la Réunion de haut niveau tenue à l'occasion de la 67^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'état de droit aux niveaux national et international ;
5. *Se félicite* de l'échange constructif entre les États Parties, le Programme de développement des Nations Unies, la société civile et la Cour, lors de la discussion plénière sur la complémentarité dans le cadre de la onzième session de l'Assemblée, *prend note* de la reconnaissance croissante, telle qu'exprimée au cours des débats, du besoin imminent pour les États, les organisations internationales et régionales et la société civile, de s'engager et de coopérer avec les pays intéressés, afin de renforcer leur capacité à enquêter et à engager des poursuites des crimes internationaux les plus graves, et de partager tant

l'expérience que les meilleures pratiques en ce domaine, et *reconnaît* le besoin d'améliorer le dialogue sur ces questions avec les communautés de développement et d'état de droit et d'inclure la complémentarité à l'ordre du jour des futures sessions de l'Assemblée ;

6. *Souligne* que le bon fonctionnement du principe de complémentarité suppose des États qu'ils intègrent à leur législation nationale les crimes visés aux articles 6, 7 et 8 du Statut de Rome en tant qu'infractions punissables, afin d'instaurer une compétence pour ces crimes et d'assurer l'application effective de cette législation, et *invite* les États à agir en ce sens ;

7. *Se félicite* du rapport du Bureau sur la complémentarité et des progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la résolution de la Conférence de révision sur la complémentarité et *prie* le Bureau de demeurer saisi de la question et de poursuivre le dialogue noué entre la Cour et les autres parties prenantes sur la complémentarité conformément à la résolution RC/Res.1 et aux termes des dispositions définies dans le rapport du Bureau sur la complémentarité intitulé : « Bilan de la situation sur le principe de complémentarité : éliminer les causes d'impunité »¹, notamment en ce qui concerne les activités, menées par la communauté internationale, visant au renforcement des capacités des juridictions nationales, et les éventuelles stratégies de retrait de la Cour et les questions qui y sont liées ;

8. *Se félicite* du rapport du Secrétariat de l'Assemblée des États Parties sur les progrès réalisés pour donner effet au mandat qui lui a été confié de faciliter l'échange d'informations entre la Cour, les États Parties et les autres parties prenantes, y compris les organisations internationales et la société civile, visant à renforcer les juridictions nationales², *se félicite en outre* de l'œuvre déjà entreprise par le Secrétariat et *prie* le Secrétariat, dans les limites des ressources existantes, de renforcer les efforts qu'il déploie pour faciliter l'échange d'informations à cet égard, y compris en invitant les États à identifier leurs besoins en ce qui concerne le renforcement des capacités, et de rendre compte, à la douzième session de l'Assemblée, des mesures concrètes prises à cet égard ;

9. *Encourage* les États, les organisations internationales et régionales et la société civile à communiquer au Secrétariat une information sur les activités qu'ils mènent dans le domaine de la complémentarité, et *prie* le Secrétariat de rendre compte à la douzième session de l'Assemblée ;

10. *Se félicite* du rapport de la Cour sur la complémentarité, et tout en rappelant le rôle limité qui est conféré à la Cour au regard du renforcement des juridictions nationales, se félicite de sa contribution aux efforts déployés par la communauté internationale en ce sens, y compris dans le cadre du Projet d'outils juridiques de la Cour, et *prie* la Cour, selon le mandat actuel, de poursuivre la coopération avec le Secrétariat sur la complémentarité et de faire rapport à ce sujet, s'il y a lieu, à la douzième session de l'Assemblée.

¹ ICC-ASP/8/51.

² Rapport du Secrétariat sur la complémentarité (ICC-ASP/11/25).

Résolution ICC-ASP/11/Res.7

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.7

Victimes et réparations

L'Assemblée des États Parties,

Réaffirmant l'importance du Statut de Rome pour les victimes et les communautés affectées dans la détermination qu'il traduit de mettre fin à l'impunité pour les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, contribuant ce faisant à prévenir leur commission ;

Reconnaissant que les droits des victimes à un accès égal, rapide et efficace à la justice, à la protection et au soutien, à des réparations adéquates et rapides pour les souffrances subies, à l'accès à des informations pertinentes concernant les violations et les mécanismes de réparation, constituent des composantes essentielles de la justice ;

Soulignant l'importance de la protection des droits et des intérêts des victimes et des communautés affectées, afin d'exécuter le mandat unique qui est dévolu à la Cour pénale internationale ;

1. *Prend note* de la stratégie révisée de la Cour à l'égard des victimes¹ et du « Rapport de la Cour sur sa stratégie révisée concernant les victimes : passé, présent et avenir »² ;
2. *Prend acte* du « Rapport de la Cour sur la révision du système de demande de participation des victimes aux procédures »³ ;
3. *Prend note avec une préoccupation constante* des rapports de la Cour portant sur les retards continus dans le traitement des demandes des victimes visant à prendre part à la procédure, situation qui a une incidence sur la mise en œuvre et la garantie effectives des droits et intérêts des victimes en vertu du Statut de Rome ;
4. *Souligne* l'urgente nécessité de modifier le système de demande de participation des victimes à la procédure, à la lumière de la situation actuelle, afin de lui conférer système un caractère durable, effectif et efficace, notamment en incluant toutes les modifications nécessaires au cadre juridique, et tout en préservant les droits des victimes aux termes du Statut de Rome ;
5. *Prend note avec reconnaissance* de tous les efforts accomplis afin d'améliorer l'efficacité du système de participation des victimes, notamment en encourageant une approche plus collective, et *prie* le Bureau de préparer, en consultation avec la Cour, toute modification au cadre juridique aux fins de la mise en œuvre d'une approche principalement collective dans le cadre du système de demande de participation des victimes aux procédures ;
6. *Invite* le Bureau à présenter à l'Assemblée, lors de sa douzième session, toute mesure jugée appropriée ;
7. *Prend note* de la décision rendue le 7 août 2012 par la Chambre de première instance I qui a établi les principes et les procédures présidant aux réparations dans l'instance engagée contre Thomas Lubanga Dyilo⁴, *rappelle* la nécessité pour la Cour de s'assurer que des principes cohérents en matière de réparations continuent d'être établis conformément à l'alinéa 1 de l'article 75 du Statut de Rome et *demande en outre* à la Cour de présenter un rapport à l'Assemblée lors de sa douzième session ;
8. *Souligne* que la responsabilité des réparations relève exclusivement de la responsabilité pénale individuelle de la personne condamnée, et qu'il ne peut donc en aucune circonstance être ordonné aux États d'utiliser leurs biens et avoirs, y compris les

¹ ICC-ASP/11/38.

² ICC-ASP/11/40.

³ ICC-ASP/11/22.

⁴ N° ICC-01/04-01/06 66/94.

contributions des États Parties pour financer les réparations, notamment dans les situations où une personne occupe (ou a occupé) une position officielle ;

9. *Appelle* les États Parties où des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis à adopter, en tant que de besoin, des dispositions relatives aux victimes qui soient conformes à la résolution 40/34 de 1985 de l'Assemblée générale des Nations Unies, « Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir », ainsi qu'avec la résolution 60/147 de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2005, « Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire » et avec les autres instruments pertinents ;

10. *Encourage* les États Parties où des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis à faire preuve de solidarité envers les victimes, notamment en s'employant activement à sensibiliser les communautés à l'égard des droits des victimes conformément au Statut de Rome en général, et des victimes de violences sexuelles en particulier, en dénonçant leur marginalisation et leur stigmatisation, en facilitant leur réinsertion dans la société et leur participation concertée, ainsi qu'en combattant la culture d'impunité à l'égard des crimes en question ;

11. *Souligne* que, le gel et l'identification de tous les avoirs d'une personne condamnée étant indispensables pour les réparations, il est de la plus haute importance que la Cour prenne toutes les mesures à cette fin, y compris par une communication efficace avec les États concernés, de façon à ce que les États soient en mesure de fournir à temps une assistance efficace, conformément au paragraphe 1 (k) de l'article 93 du Statut de Rome ;

12. *Rappelle* que la déclaration d'indigence de l'accusé aux fins de l'aide juridique n'est pas pertinente, s'agissant de la capacité d'une personne condamnée à fournir des réparations⁵, question qui relève d'une décision judiciaire dans chaque affaire particulière, et *demande* à nouveau à la Cour de réexaminer cette question et de faire rapport à l'Assemblée à sa douzième session ;

13. *Appelle* les États, les organisations internationales et intergouvernementales, les personnes physiques et morales et les autres entités à contribuer volontairement au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, en vue également du versement immédiat de réparations, de manière à accroître sensiblement les ressources dudit Fonds, à élargir la base desdites ressources et à améliorer la prévisibilité de son financement ; et *adresse l'expression de sa gratitude* à ceux qui ont déjà agi en ce sens ;

14. *Exprime sa reconnaissance* au Conseil de direction et au Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes pour leur engagement continu en faveur des victimes et les *encourage* à continuer de renforcer le dialogue permanent avec la Cour, les États Parties et la communauté internationale à une plus large échelle, y compris les donateurs et les organisations non gouvernementales, qui contribuent les uns et les autres au travail de qualité du Fonds, de façon à assurer une meilleure visibilité stratégique et opérationnelle et à optimiser son impact ;

15. *Rappelle* la responsabilité, en vertu du Règlement du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, du Conseil de direction en matière de gestion des ressources provenant des contributions volontaires, de manière à garantir des réserves adéquates pour compléter les versements effectués au titre de toute ordonnance de réparation rendue par la Cour, sans préjudice des activités menées dans le cadre du mandat d'assistance du Fonds, y compris celles qui sont financées par des contributions affectées à cet effet.

⁵ Documents officiels ... Dixième session ... 2011 (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.3, paragraphe 3.

Résolution ICC-ASP/11/Res.8

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Res.8

Renforcement de la Cour pénale internationale et de l'Assemblée des États Parties

L'Assemblée des États Parties,

Sachant que chaque État a la responsabilité de protéger sa population contre le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, que la conscience de l'humanité continue d'être profondément choquée par les atrocités défiant l'imagination perpétrées dans diverses régions du monde et qu'il est désormais largement admis qu'il faut prévenir les crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale et mettre fin à l'impunité des auteurs de ces crimes,

Convaincue que la Cour pénale internationale (« la Cour ») constitue un élément essentiel pour promouvoir le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme et qu'elle contribue par là à assurer la liberté, la sécurité, la justice et l'état de droit, ainsi qu'à prévenir les conflits armés, préserver la paix, renforcer la sécurité internationale et promouvoir la consolidation de la paix et la réconciliation en vue d'assurer une paix durable, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Convaincue également qu'il ne saurait y avoir de paix durable en l'absence de justice et que la paix et la justice sont par conséquent des exigences complémentaires,

Convaincue en outre que la justice et la lutte contre l'impunité sont et doivent demeurer inséparables et qu'une adhésion universelle au Statut de Rome de la Cour pénale internationale est à cet égard essentielle,

Se félicitant du rôle central de la Cour en tant que seule juridiction pénale internationale permanente au sein du système de justice pénale internationale qui se constitue actuellement,

Soulignant l'importance du dixième anniversaire, en 2012, de l'entrée en vigueur du Statut de Rome et la création de la Cour pénale internationale et la concours apporté par la Cour pénale internationale pour garantir durablement le respect de la justice internationale et sa mise en œuvre,

Notant que la responsabilité primaire d'engager des poursuites à l'encontre des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale appartient aux juridictions nationales et que les besoins de coopération pour veiller à ce que les systèmes juridiques nationaux soient en mesure de poursuivre de tels crimes s'accroissent,

Soulignant le respect qui est le sien pour l'indépendance judiciaire de la Cour et l'engagement qu'elle a pris de veiller à ce que les décisions judiciaires de la Cour soient respectées et appliquées,

Prenant note avec satisfaction des résolutions annuelles de l'Assemblée générale des Nations Unies, concernant la Cour,

Rappelant le succès de la première Conférence de révision du Statut de Rome, qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) du 31 mai au 11 juin 2010, ainsi que l'esprit de coopération et de solidarité renouvelé et l'engagement ferme de combattre l'impunité pour les crimes les plus graves ayant une portée internationale, aux fins de garantir le respect durable de la mise en œuvre de la justice pénale internationale, qu'ont réaffirmé les États Parties par la voie de la Déclaration de Kampala,

Rappelant la décision prise par l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») d'établir une représentation de la Cour auprès du siège de l'Union africaine à Addis-Abeba¹,

¹ Documents officiels ... Huitième session ... 2009 (ICC-ASP/8/20), vol. I, partie II, ICC-ASP/8/Res.3, paragraphe 28.

Réitérant que la présence d'un bureau de liaison de la Cour au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba permettrait la promotion du dialogue avec la Cour et la compréhension de sa mission au sein de l'Union africaine et parmi les États africains, aussi bien sur le plan individuel que collectif,

Rendant hommage à l'assistance de très grande valeur que la société civile a fournie à la Cour,

Consciente de l'importance de la représentation géographique équitable au sein des organes de la Cour et dans le cadre des travaux accomplis par l'Assemblée et ses organes subsidiaires,

Consciente également de l'importance de la représentation équitable des hommes et des femmes au sein des organes de la Cour, et, dans toute la mesure du possible, dans le cadre des travaux accomplis par l'Assemblée et ses organes subsidiaires,

Ayant à l'esprit la nécessité d'encourager la pleine participation des États Parties, des États observateurs et des États n'ayant pas le statut d'observateur aux sessions de l'Assemblée et de donner le maximum de visibilité à la Cour et à l'Assemblée,

Reconnaissant que les droits des victimes à bénéficier d'un accès égal et effectif à la protection et à l'appui de la justice, à obtenir sans tarder réparation adéquate du préjudice subi et à avoir accès aux informations pertinentes concernant les violations des droits des victimes et les mécanismes de recours disponibles, constituent des éléments essentiels de la justice, et *soulignant* l'importance que revêtent les efforts effectifs d'information et de sensibilisation des victimes et des communautés affectées afin que la Cour puisse s'acquitter du mandat unique qui lui incombe à l'égard des victimes,

Consciente du rôle vital que jouent les opérations hors siège dans les travaux de la Cour dans les pays de situation, et l'importance de la collaboration entre les parties prenantes, afin de s'assurer que les opérations hors siège se déroulent dans de bonnes conditions,

Consciente des risques auxquels est exposé le personnel de la Cour sur le terrain,

Rappelant que la Cour opère dans les limites imposées par un budget-programme annuel approuvé par l'Assemblée,

Statut de Rome de la Cour pénale internationale

1. *Félicite* l'État qui est devenu Partie au Statut de Rome de la Cour pénale internationale depuis la neuvième session de l'Assemblée et *invite* les États qui ne le sont pas encore à devenir parties dès que possible au Statut de Rome ;
2. *Décide* de continuer de suivre l'état des ratifications et l'évolution de la situation en ce qui concerne les textes d'application, afin notamment d'aider les États Parties au Statut de Rome ou les États souhaitant le devenir à obtenir, dans les domaines pertinents, une assistance technique auprès des autres États Parties ou d'institutions compétentes ;
3. *Rappelle* que, la ratification du Statut de Rome doit avoir pour contrepartie la mise en œuvre par les États, au plan national, des obligations qui en découlent, notamment l'adoption de la législation d'application nécessaire, en particulier dans les domaines du droit pénal, de la procédure pénale et de l'entraide et assistance judiciaire au niveau international avec la Cour, et *invite instamment*, à cet égard, les États Parties au Statut de Rome qui ne l'ont pas encore fait à adopter, à titre prioritaire, cette législation d'application et *encourage* l'adoption, selon que de besoin, des dispositions relatives aux victimes ;
4. *Se félicite* du rapport du Bureau sur l'application du Plan d'action pour parvenir à l'universalité et à la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome², *relève avec appréciation* les efforts entrepris par le Président de la Cour, le Bureau du Procureur, le Président de l'Assemblée des États Parties, l'Assemblée des États Parties, les États Parties et la société civile, pour renforcer l'effectivité du principe d'universalité et pour encourager les États à devenir parties au Statut de Rome, *approuve* les recommandations qu'il contient, et *prie* le

² Rapport du Bureau sur le Plan d'action pour parvenir à l'universalité et à la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/11/26).

Bureau de continuer à suivre la mise en œuvre du Plan d'action et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée au cours de sa douzième session ;

Coopération

5. *Prend note* de sa résolution ICC-ASP/11/Res.5 sur la coopération ;
6. *Invite* les États Parties à s'acquitter des obligations que leur impose Statut de Rome, notamment l'obligation de coopérer, conformément au chapitre IX, *encourage* la coopération entre les États Parties au Statut de Rome, notamment dans les situations où le devoir de coopération est mis en cause, *invite en outre* les États Parties à poursuivre et à renforcer leurs efforts pour garantir une coopération pleine et effective avec la Cour, conformément au Statut, notamment en ce qui concerne la législation d'application, la mise en œuvre des décisions de la Cour et l'exécution des mandats d'arrêt ;
7. *Encourage* les États Parties à exprimer leur soutien politique et diplomatique à la Cour ;
8. *Invite* les États Parties à traduire dans les faits, par des actes, les engagements qu'ils ont pris à Kampala à l'occasion de leurs exposés, de leurs déclarations et des gages qu'ils ont donnés ;
9. *Rappelle* les soixante-six recommandations jointes à la résolution ICC-ASP/6/Res.2, et encourage les États Parties et la Cour à envisager d'autres mesures permettant d'assurer une meilleure application de celle-ci ;
10. *Reconnaît* les conséquences négatives que la non-exécution des requêtes de la Cour peut avoir sur la capacité de la Cour à mener à bien son mandat ; *se félicite* du rapport du Bureau sur la non-coopération³, *prie* le Président de l'Assemblée de poursuivre activement et de manière constructive le dialogue qu'il a engagé avec l'ensemble des parties prenantes concernées, conformément aux procédures de non-coopération qu'a définies le Bureau, tout à la fois pour éviter des cas de non-coopération et donner suite à une question de non-coopération déférée par la Cour à l'Assemblée, et *décide* de modifier le paragraphe 16 des procédures de l'Assemblée sur la non-coopération⁴, tel que reproduit en annexe I de la présente résolution ;

Accord sur les privilèges et immunités

11. *Félicite* les États Parties qui sont devenus parties à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale et *invite* les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à titre prioritaire à cet Accord et à l'intégrer, selon qu'il conviendra, à leur législation nationale ;
12. *Rappelle* que l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale et la pratique internationale exonèrent les traitements, émoluments et indemnités que la Cour verse à ses responsables et à son personnel des impôts nationaux et *demande* aux États qui ne sont pas encore parties à cet Accord de prendre les mesures législatives et autres requises, en attendant la ratification ou l'adhésion, en vue d'exonérer leurs ressortissants employés par la Cour de tout impôt national sur les traitements, émoluments ou indemnités qu'elle leur verse, ou d'exonérer leurs ressortissants de toute autre manière de l'impôt sur le revenu ayant trait aux paiements qui leur sont versés ;
13. *Réitère* l'obligation des États Parties de respecter sur leur territoire les privilèges et immunités de la Cour qui sont nécessaires à l'accomplissement de ses objectifs, et *lance un appel* à tous les États qui ne sont pas parties à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, dans lesquels se trouvent des biens et des actifs de la Cour, ainsi qu'à tous ceux à travers lesquels ces biens et ces actifs sont transportés, pour qu'ils protègent les biens et actifs de la Cour de toute perquisition, saisie, réquisition et autre forme d'interférence ;

³ ICC-ASP/11/29.

⁴ Documents officiels ...Dixième session...2011(ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.5, annexe.

État hôte

14. *Reconnaît* l'importance des relations qu'entretiennent la Cour et l'État hôte conformément aux dispositions de l'Accord de siège qui les lie, et *relève avec gratitude* l'engagement sans faille de l'État hôte envers la Cour, afin qu'elle exerce son activité de la façon la plus efficace ;

Relations avec l'Organisation des Nations Unies

15. *Reconnaît* la nécessité de renforcer le dialogue institutionnel avec l'Organisation des Nations Unies, notamment sur la question des renvois du Conseil de sécurité,

16. *Se félicite* de l'échange de vues qu'a suscité le débat public du Conseil de sécurité sur le thème « Paix et justice – le rôle de la Cour pénale internationale » du 17 octobre 2012 et *encourage* de nouvelles initiatives à cet égard ;

17. *Invite* la Cour à poursuivre le dialogue institutionnel qu'elle a engagé avec l'Organisation des Nations Unies et de faire rapport, à l'Assemblée à sa deuxième session, sur l'état des relations de coopération permanente entre les deux organisations, notamment au niveau des sièges et des bureaux extérieurs, sur la base de l'Accord régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies ;

Renforcement de la Cour pénale internationale

18. *Prend note* des déclarations faites devant l'Assemblée par les chefs des organes de la Cour, dont le Président, le Procureur et le Greffier, ainsi que par le Président du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, le Président du Comité du budget et des finances et le Président du Comité de contrôle des locaux permanents ;

19. *Prend note* du dernier rapport qui lui a été soumis sur les activités de la Cour⁵ ;

20. *Relève avec satisfaction* que, grâce en particulier au dévouement de son personnel, la Cour ne cesse d'accomplir des progrès considérables dans ses activités, notamment dans ses examens préliminaires, ses enquêtes et ses procédures judiciaires concernant différentes situations qui ont été renvoyées à la Cour soit par des États Parties, soit par le Conseil de sécurité des Nations Unies⁶ ou que le Procureur a engagées de sa propre initiative ;

21. *Prend note* de l'expérience déjà acquise par d'autres organisations internationales du même type en ce qui concerne le règlement des problèmes opérationnels semblables à ceux auxquels la Cour doit faire face et, tout en réitérant son respect pour l'indépendance de la Cour, *invite* celle-ci à continuer de prendre note des meilleures pratiques d'autres organisations internationales et tribunaux internationaux du même type ;

22. *Prend note* du rapport du Groupe de travail du Bureau sur la Commission consultative pour l'examen des nominations⁷, *accueille favorablement* la nomination des neuf membres de la Commission consultative qu'a recommandé le Groupe de travail, et *prie* la Commission consultative de faire rapport à la Cour à sa douzième session sur l'état d'avancement de ses travaux ;

23. *Souligne* l'importance de procéder à la désignation et à l'élection des juges les plus qualifiés, conformément à l'article 36 du Statut de Rome; *encourage* à cette fin les États Parties de mener à bien des processus de sélection approfondis et transparents aux fins de recenser les meilleurs candidats, et *décide* de continuer à examiner la procédure concernant l'élection des juges, telle que fixée par la section B de la résolution ICC-ASP/3/Res.6, à l'occasion des élections à venir, afin de retenir tout aménagement qui s'avère nécessaire, et *prie* le Bureau de rendre compte de ces améliorations à l'Assemblée à sa douzième session ;

24. *Se félicite* de l'élection par consensus du Procureur adjoint de la Cour pénale internationale ;

⁵ ICC-ASP/11/21.

⁶ Résolution 1593 (2005) et résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité de l'ONU.

⁷ Rapport du Groupe de travail du Bureau sur la Commission consultative pour l'examen des nominations (ICC-ASP/11/47).

25. *Prend note* du processus arrêté par le Bureau de l'Assemblée des États Parties aux fins de l'élection du deuxième Procureur de la Cour pénale internationale et *prie* le Bureau de finaliser, par la voie de consultations à participation non limitée, son évaluation de la procédure suivie et de présenter, à l'Assemblée, au début de sa douzième session, des recommandations sur la manière de renforcer à l'avenir le processus d'élection du Procureur ;
26. *Prend note avec reconnaissance* des efforts entrepris par le Bureau du Procureur en vue d'accomplir, de manière efficace et transparente, ses analyses préliminaires, enquêtes et poursuites ;
27. *Prend note avec reconnaissance* des efforts entrepris par le Greffier pour réduire les risques auxquels la Cour doit faire face en ce qui concerne ses bureaux extérieurs ainsi que pour améliorer les opérations hors siège afin d'accroître leur efficacité et leur souplesse, et *encourage* la Cour à continuer de conférer à ses bureaux extérieurs les meilleures conditions de fonctionnement, afin de veiller à ce que la Cour conserve la même importance et la même influence dans les pays où elle déploie son activité ;
28. *Reconnaît* le travail important qu'accomplit le personnel de la Cour sur le terrain dans le cadre de situations difficiles et complexes et *exprime sa reconnaissance* pour le dévouement avec lequel il sert la cause de la Cour ;
29. *Se félicite* du travail important accompli par le bureau de liaison de la Cour de New York, qui permet une coopération et un échange d'informations régulier et efficace entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies et de la gestion effective du Bureau ainsi que du Groupe de travail de New York et *exprime* son soutien total aux travaux accomplis par le bureau de liaison de New York ;
30. *Souligne* la nécessité de poursuivre les efforts entrepris pour renforcer le dialogue avec l'Union africaine et pour consolider les relations entre la Cour et l'Union africaine et *engage* la Cour à poursuivre une action régulière et approfondie à Addis-Abeba avec l'Union africaine et les missions diplomatiques dans la perspective de la mise en place d'un bureau de liaison de la Cour ;
31. *Se félicite* de la présentation du huitième rapport de la Cour à l'Assemblée générale des Nations Unies⁸ ;
32. *Reconnaît* l'importance du travail accompli par le Secrétariat de l'Assemblée (le « Secrétariat »), *réaffirme* que les relations entre le Secrétariat et les différents organes de la Cour doivent être placées sous le signe de la coopération, du partage et de la mise en commun des ressources et des services, comme indiqué dans l'annexe de la résolution ICC-ASP/2/Res.3, et *se félicite* que le Directeur du Secrétariat participe aux réunions du Conseil de coordination lorsque sont examinées des questions d'intérêt commun ;
33. *Se félicite* des efforts engagés par la Cour pour appliquer le principe d'unicité de la Cour, et coordonner ses activités entre ses différents organes à tous les niveaux, y compris en mettant en œuvre des mesures visant à introduire davantage de clarté sur les rôles dévolus aux différents organes, dans le droit fil du rapport de la Cour, tout en respectant l'indépendance des juges, du Procureur et la neutralité du Greffe et *encourage* la Cour à déployer tous les efforts nécessaires pour appliquer pleinement le principe d'unicité de la Cour, notamment pour assurer une pleine transparence, une bonne gouvernance et une gestion rationnelle ;
34. *Prie* le Bureau, en liaison avec la Cour et les organes concernés, de poursuivre l'examen d'un dispositif satisfaisant qui concerne les émoluments et indemnités des juges, dont les mandats ont été prorogés conformément à l'article 36, paragraphe 10, et de rendre compte à ce sujet à l'Assemblée à sa douzième session ;
35. *Prend note* des déclarations faites à l'Assemblée par les chefs des organes principaux de la Cour, notamment le Président, le Procureur et le Greffier, ainsi que par le Président du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, le Président du Comité du budget et des finances et le Président du Comité de contrôle sur les locaux permanents ;

⁸ Document de l'ONU A/67/308.

Conseil

36. *Prend note* du travail important qui a été accompli par des organes représentatifs indépendants de conseils ou par des associations d'avocats, y compris toute association internationale d'avocats concernée aux termes du paragraphe 3 de la règle 20 du Règlement de procédure et de preuve ;

37. *Prend note* de la nécessité d'améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes et la représentation géographique équitable parmi les membres inscrits sur la liste des conseils et *continue d'encourager* en conséquence les demandes d'inscription sur la liste des conseils, instituée conformément à la règle 21, paragraphe 2, du Règlement de procédure et de preuve, en vue notamment de veiller à assurer, en tant que de besoin, une représentation géographique équitable et l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que le bénéfice de compétences juridiques sur des questions particulières telles que la violence contre les femmes ou les enfants ;

Gouvernance

38. *Souligne* la nécessité de maintenir un dialogue organisé entre les États Parties et la Cour aux fins de conforter le cadre institutionnel du système mis en place par le Statut de Rome et de renforcer la bonne organisation et l'efficacité de la Cour tout en préservant pleinement son indépendance judiciaire et *invite* les organes de la Cour à poursuivre un tel dialogue avec les États Parties ;

39. *Prend note* du rapport du Bureau du Groupe d'étude sur la gouvernance⁹ et *fait siennes* les recommandations qui y figurent ;

40. *Prie* le Bureau de prolonger, pour une période d'un an, le mandat du Groupe d'étude, au sein du Groupe de travail de La Haye, établi en application de la résolution ICC-ASP/9/Res.2 et prolongé en vertu de la résolution ICC-ASP/10/Res.5, et *prie* le Groupe d'étude de lui faire rapport à sa douzième session ;

41. *Fait sienne* la proposition de « feuille de route » qui facilitera l'établissement d'un dialogue structuré entre les diverses parties prenantes du système du Statut de Rome en vue d'étudier diverses propositions visant à accélérer la procédure pénale de la Cour pénale internationale ;

42. *Faire siennes* les recommandations contenues dans le rapport sur la procédure budgétaire visant à accroître la transparence, la prévisibilité et l'efficacité de l'ensemble de la procédure budgétaire et de chacune de ses étapes.

43. *Encourage* la Cour, le Comité du budget et des finances et les États Parties de tirer parti, au bénéfice des futurs processus, des expériences positives de la présente année ;

44. *Reconnaît* le travail important qu'ont accompli le Groupe de travail de La Haye, notamment son Groupe de travail sur la Gouvernance, et le Groupe de travail de New York, et *prend note* également de l'intérêt qu'il y a à rationaliser leurs méthodes de travail en vue de faire face à l'accroissement de la charge de travail et de veiller à ce que soit conférée l'attention qu'il convient aux questions de caractère prioritaire¹⁰ ;

45. *Prie* le Bureau, par l'entremise du groupe de travail de La Haye, notamment son Groupe de travail sur la gouvernance, et du Groupe de travail de New York, de procéder à une évaluation des méthodes de travail respectives des différents groupes, y compris en ce qui concerne le lien entre la présente résolution et d'autres résolutions, et de faire rapport à l'Assemblée, à sa douzième session, sur les conclusions du Bureau et des groupes de travail susmentionnés, y compris sur les propositions de rationalisation, d'établissement des priorités, de planification régulière et d'amélioration concernant l'efficacité de leurs travaux ;

⁹ ICC-ASP/11/31.

¹⁰ Documents officiels ... Onzième session ... 2012 (ICC-ASP/11/20), vol. II, partie B.2, paragraphe 154 d).

Processus de planification stratégique de la Cour pénale internationale

46. *Souligne* la nécessité pour la Cour de continuer à améliorer et adapter ses activités de sensibilisation, afin de poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre efficace et utile du Plan stratégique d'information et de sensibilisation¹¹ dans les pays touchés, notamment en procédant, selon que de besoin et dès que possible, à des actions rapides de sensibilisation, y compris durant la phase d'examen préliminaire ;

47. *Rappelle* que les questions liées à l'importance de l'information du public et aux communications se rapportant à la Cour et à son activité, représentent une responsabilité partagée de la Cour et des États Parties, tout en reconnaissant la contribution importante des autres parties prenantes en ce domaine ;

48. *Relève* avec gratitude les initiatives prises aux fins de célébrer, dans le cadre de la stratégie d'information du public et de communication¹², le 17 juillet en tant que Jour de la Justice pénale internationale¹³ et *recommande* que, sur la base des leçons tirées de l'expérience, l'ensemble des parties prenantes concernées et intéressées, de concert avec la Cour et d'autres cours et juridictions internationales, entreprennent de préparer la commémoration qui aura lieu en 2013, en visant à conforter la lutte internationale contre l'impunité ;

49. *Constata* avec gratitude les activités entreprises et celles que prévoit les parties prenantes pour célébrer la commémoration du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome et *encourage* les États Parties à prendre part à ces activités, ainsi qu'à d'autres activités importantes, afin de mettre en œuvre la stratégie d'information du public de la Cour pour 2011-2013¹⁴, y compris en consultation avec la Cour et d'autres parties prenantes intéressées ;

50. *Prend note* de la récente présentation par la Cour de son « Projet de directives régissant les relations entre la Cour et les intermédiaires » et *invite* le Bureau à engager avec la Cour un examen plus approfondi sur cette question ;

51. *Réitère* l'importance de renforcer les liens et la cohérence entre le processus de planification stratégique et le processus budgétaire, qui représente un enjeu essentiel au regard de la crédibilité et de la durabilité de l'approche stratégique à plus long terme et, à cet égard, *prie* la Cour, en liaison avec les États Parties, de poursuivre ses efforts en vue d'établir une hiérarchie de ses priorités afin de faciliter les choix stratégiques et budgétaires ;

52. *Invite* la Cour, sur la base d'une évaluation approfondie transparente des résultats enregistrés dans le cadre des actions qu'elle mène pour atteindre les objectifs prioritaires qu'elle s'est fixés, à présenter un éventail pertinent d'indicateurs de résultat, notamment des paramètres horizontaux d'efficacité et d'efficacités, au regard des activités qui sont les siennes, et à appliquer les leçons tirées au processus de planification stratégique ;

53. *Réitère* sa volonté de prendre part à un dialogue constructif avec la Cour sur les questions qui se font jour, notamment la gestion appropriée des risques majeurs et l'élaboration d'une stratégie de la Cour sur les opérations extérieures ;

54. *Prend note* de la présentation du projet révisé de Plan stratégique pour 2013-2017 et *invite* le Bureau à engager, en tant que de besoin, des consultations à ce sujet avec la Cour, dans le cadre du processus budgétaire, cette opération visant à accroître l'impact de la planification stratégique sur le développement de la Cour et de ses activités ;

55. *Prie* le Bureau d'engager un dialogue constructif avec la Cour sur les questions de gestion des risques majeurs qui se font jour et sur l'élaboration d'une stratégie de la Cour sur les opérations extérieures¹⁵ ;

¹¹ Plan stratégique d'information et de sensibilisation de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/5/12).

¹² ICC-ASP/9/29.

¹³ *Documents officiels ... Conférence de révision ... 2010* (RC/11), partie II.B, Déclaration de Kampala (RC/Decl.1), paragraphe 12.

¹⁴ ICC-ASP/9/29.

¹⁵ *Documents officiels ... Dixième session ... 2011*, (ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.5, paragraphe 46.

Victimes et communautés affectées et Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes

56. *Prend note* de sa résolution ICC-ASP/11/Res.7 sur les victimes et sur les questions de réparations ;

57. *Prend note* du travail accompli en ce moment par la Cour en matière de révision de sa stratégie à l'égard des victimes et de son rapport y relatif et *demande* à la Cour de finaliser cet exercice en consultation avec les États Parties et les autres parties prenantes, ainsi que de dresser l'état de ses progrès en la matière avant la tenue de la douzième session de l'Assemblée ;

58. *Note avec préoccupation* les rapports indiquant que la Cour accuse constamment du retard dans le traitement des demandes émanant des victimes et désirant participer : une situation qui pourrait avoir un impact sur la mise en œuvre effective des droits des intéressés en vertu du Statut de Rome ; et *souligne*, à cet égard, la nécessité de continuer à envisager la révision du système de participation des victimes afin de lui conférer un caractère durable, effectif et efficace ; *demande* au Bureau de continuer à consulter la Cour et les parties prenantes et de faire rapport à ce sujet à la douzième session de l'Assemblée ;

59. *Appelle* les États, les organisations internationales et intergouvernementales, les personnes physiques et morales et les autres entités à contribuer volontairement, eux aussi, au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes en vue d'éventuels versements imminents de réparations, de manière à accroître sensiblement le montant dudit Fonds, à élargir la base des ressources et à améliorer la prévisibilité du financement ; et *adresse ses remerciements* à ceux qui ont déjà agi en ce sens ;

60. *Adresse ses remerciements* au Conseil de direction et au Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes pour leur engagement continu en faveur des victimes et les *encourage* à continuer à renforcer ce dialogue permanent avec la Cour, les États Parties et la communauté internationale au sens large, y compris les donateurs et les organisations non gouvernementales, lesquels contribuent tous au travail important du Fonds, de manière à accroître la visibilité stratégique et opérationnelle de cet organe et à optimiser son impact ;

61. *Rappelle* les responsabilités, en vertu du Règlement du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, du Conseil de direction en matière de gestion des ressources provenant des contributions volontaires d'une manière permettant de garantir des réserves adéquates susceptibles de compléter d'éventuelles ordonnances de réparation rendues par la Cour, sans préjudice des activités menées dans le cadre du mandat d'assistance du Fonds, y compris celles qui sont financées par des contributions à but spécifique ;

62. *Demande* à la Cour et au Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes d'établir un solide partenariat de collaboration, dans le respect de leurs rôles et responsabilités respectifs, visant à mettre en œuvre les décisions de la Cour prévoyant le versement de réparations ;

63. *Décide* de continuer à superviser le respect des droits des victimes en vertu du Statut de Rome, en vue d'assurer le plein exercice de ces droits et d'étendre les effets positifs du système du Statut de Rome sur les victimes et les communautés et, à cette fin, *décide* d'inclure un point spécifique sur les victimes et les communautés affectées dans l'ordre du jour de la douzième session de l'Assemblée ;

64. *Reconnaît* la nécessité pour le Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, conformément à la règle 56, de prévoir des ressources adéquates pour compléter les versements accordés au titre de réparations ; et *prend note* de la demande du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, adressée à l'Assemblée des États Parties dans son rapport annuel¹⁶, aux fins de renforcer les réserves du Fonds en matière de réparations ;

¹⁶ ICC-ASP/11/14, paragraphes 36 et 37.

65. *Invite* les États Parties à envisager de verser des contributions volontaires au profit du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, aux fins d'en consolider les réserves en matière de réparation, en sus de toute contribution volontaire régulière audit Fonds ;

66. *Décide* d'inclure un point spécifique dédié aux victimes et communautés affectées à l'ordre du jour de sa douzième session ;

Recrutement de personnel

67. *Se félicite* de la poursuite des efforts de la Cour pour assurer, en matière de recrutement du personnel, une représentation géographique équitable et une représentation équitable des hommes et des femmes et pour obtenir le concours de personnes disposant des plus hautes qualités de compétence et d'intégrité, ainsi que des compétences spécialisées dans des domaines précis tels que, sans s'y limiter, les traumatismes et la violence que subissent les femmes et les enfants et *encourage* les progrès complémentaires réalisés à cet égard ;

68. *Souligne* l'importance des échanges entre la Cour et le Bureau en vue d'assurer une représentation géographique équitable et une représentation équitable des hommes et des femmes dans le recrutement du personnel, *se félicite* du rapport du Bureau¹⁷, et *recommande* au Bureau de continuer de rechercher avec la Cour les moyens d'améliorer la formule actuelle de la représentation géographique équitable et d'améliorer le recrutement et le maintien en fonctions de femmes aux postes d'administrateurs de haut niveau, sans préjudice des discussions qui porteront dans l'avenir sur le caractère satisfaisant de ladite formule ou sur d'autres questions, et de rester saisi de la question de la représentation géographique équitable et de la représentation équitable des hommes et des femmes, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée à sa douzième session ;

69. *Demande* à la Cour de présenter, à l'Assemblée, à sa douzième session, un rapport détaillé sur les ressources humaines, en communiquant une liste des points de contact de la Cour aux fins de représentation externe, pour en faciliter l'accès par les États Parties, et en exposant le suivi de la mise en œuvre des recommandations que le Comité du budget des finances aura émises à ce sujet en avril 2013 ;

70. *Prie instamment* la Cour, lors du recrutement des fonctionnaires chargés des victimes et des témoins, à s'assurer qu'ils ont l'expertise nécessaire pour prendre en compte les sensibilités et les traditions culturelles et les besoins physiques et sociaux des victimes et des témoins, notamment lorsque leur présence à La Haye ou en dehors de leur pays est nécessaire aux fins de participer aux procédures de la Cour et *prie* la Cour de faire rapport à l'Assemblée à sa douzième session sur la mise en œuvre des termes du présent paragraphe ;

Complémentarité

71. *Prend note* de sa résolution ICC-ASP/11/Res.6 sur la complémentarité ;

72. *Décide* de poursuivre et de renforcer la mise en œuvre efficace du Statut dans l'ordre interne des États, de conforter la capacité des juridictions nationales à poursuivre les auteurs des crimes les plus graves ayant une portée internationale, conformément aux normes du procès équitable reconnues sur le plan international, en vertu du principe de la complémentarité ;

73. *Souligne* que, pour assurer le bon fonctionnement du principe de complémentarité, il y a tout lieu pour les États d'incorporer dans leur législation nationale les crimes énoncés aux articles 6, 7 et 8 du Statut de Rome en tant qu'infractions punissables, d'établir leur compétence pour ces crimes, d'assurer l'application effective de cette législation, et *demande* aux États d'agir en ce sens ;

¹⁷ Rapport du Bureau concernant la représentation géographique équitable et la représentation équitable des hommes et des femmes dans le recrutement du personnel de la Cour pénale internationale (ICC-ASP/11/33).

Mécanisme de contrôle indépendant

74. *Reconnaît* l'importance d'un mécanisme de contrôle indépendant pleinement opérationnel, tel que défini par la résolution ICC-ASP/8/Res.1 et développé par la résolution ICC-ASP/9/Res.5 en vue d'un fonctionnement efficace et efficient de la Cour and *prend note* de la résolution ICC-ASP/11/Res.4 sur le Mécanisme de contrôle indépendant ;

Comité du budget et des finances

75. *Prend note* du travail important accompli par le Comité du budget et des finances et *réaffirme* l'indépendance de ses membres ;

76. *Rappelle* qu'aux termes de son Règlement intérieur¹⁸, le Comité du budget et des finances est chargé de l'examen technique de tout document présenté à l'Assemblée qui comporte des incidences financières et budgétaires, *souligne* l'importance de veiller à ce que le Comité du budget et des finances soit représenté à tous les stades des délibérations de l'Assemblée, lorsque sont examinés de tels documents, et *prie* le Secrétariat de continuer à prendre avec le Comité du budget et des finances les dispositions nécessaires à cet effet ;

Assemblée des États Parties

77. *Rappelle également* que, lors de la fructueuse première Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenue à Kampala (Ouganda) du 31 mai au 11 juin 2010, les États Parties ont adopté des amendements au Statut de Rome, conformément à l'article 5, paragraphe 2, du Statut de Rome aux fins de définir le crime d'agression et de fixer les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour à cet égard¹⁹, ont adopté les amendements au Statut de Rome visant à étendre la compétence de la Cour à trois crimes de guerre supplémentaires commis lors de conflits armés ne présentant pas un caractère international²⁰, et ont décidé de maintenir, pour l'instant, l'article 124 du Statut de Rome²¹ ;

78. *Note* que ces amendements doivent être soumis à ratification et entrer en vigueur conformément à l'article 121, paragraphe 5 ;

79. *Note avec satisfaction* que le depositaire a notifié aux États Parties l'adoption desdits amendements par la Conférence de révision ; *invite* tous les États Parties à examiner la question de la ratification ou de l'acceptation desdits amendements ; et *s'engage* à appliquer dès que possible la compétence de la Cour en matière de crimes d'agression, sous réserve d'une décision à prendre après le 1er janvier 2017 par la même majorité d'États Parties que celle requise pour l'adoption d'un amendement au Statut de Rome ;

80. *Accueille favorablement* le rapport du Bureau sur le Groupe de travail sur les amendements²², *invite* ce dernier à poursuivre l'examen des propositions d'amendements et, *décide* d'adopter le mandat dudit Groupe de travail joint à la présente résolution, et *prie* le Bureau de soumettre son rapport pour examen à l'Assemblée à sa douzième session ;

81. *Rappelle avec gratitude* les engagements pris par trente-cinq États Parties, un État observateur et une organisation régionale d'assister la Cour ; *appelle* ces États et l'organisation régionale à garantir une mise en œuvre rapide desdits engagements et *invite en outre* les États et les organisations régionales à soumettre des engagements supplémentaires et à informer, selon que de besoin, l'Assemblée de leur mise en œuvre à ses prochaines sessions ;

82. *Se félicite* des discussions de fond menées dans le cadre du bilan sur la justice pénale internationale aux fins d'identifier les défis que la Cour et le système du Statut de Rome doivent relever et *s'engage* à mettre en œuvre les résolutions concernant « la complémentarité », « l'impact du système du Statut de Rome sur les victimes et les communautés affectées » et « l'exécution des peines »²³ et la déclaration sur « la coopération » qui constituent des étapes majeures pour relever ces défis ;

¹⁸ Documents officiels ... deuxième session ... 2003 (ICC-ASP/2/10), annexe III.

¹⁹ Documents officiels ... Conférence de révision ... 2010 (RC/11), partie II, résolution RC/Res.6.

²⁰ Ibid., RC/Res.5.

²¹ Ibid., RC/Res.4.

²² ICC-ASP/11/36.

²³ Documents officiels ... Conférence de révision ... 2010 (RC/11), partie II, RC/Res.3.

83. *Rappelle* que la Conférence de révision a également mené, dans le cadre de son exercice de bilan, un débat en comité sur la paix et la justice ; *prend note avec reconnaissance* du résumé présenté par le modérateur ; et *recommande* que ce sujet soit examiné et développé de façon plus approfondie ;

84. *Se félicite* de la ferme participation de la société civile à la Conférence de révision ; *se félicite* de l'occasion fournie par la Conférence de révision de rapprocher les États Parties des travaux de la Cour dans des situations faisant l'objet d'une enquête, y compris lors des visites organisées dans les bureaux extérieurs de la Cour et *encourage* les États Parties à continuer de saisir les occasions permettant de mieux faire connaître, y compris aux représentants des États, les activités de la Cour dans des situations faisant l'objet d'un examen préliminaire et d'une enquête ;

85. *Demande* aux États, aux organisations internationales, aux particuliers, aux entreprises et aux autres entités de verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale qui permet la participation des pays les moins avancés et d'autres États en développement à la session annuelle de l'Assemblée des États Parties, et *exprime ses remerciements* à ceux qui l'ont fait ;

86. *Souligne* qu'il importe de doter la Cour des ressources financières nécessaires et *demande instamment* à tous les États Parties au Statut de Rome de verser leurs contributions intégralement et dans les délais impartis à cet effet ou, dans le cas d'arriérés en souffrance, immédiatement, en vertu de l'article 115 du Statut, de la règle 105.1 du Règlement financier et des règles de gestion financière et des autres décisions pertinentes prises par l'Assemblée ;

87. *Demande* aux États, aux organisations internationales, aux particuliers, aux entreprises et aux autres entités de verser des contributions volontaires à la Cour et *exprime ses remerciements* à ceux qui l'ont fait ;

88. *Prend note* du rapport du Bureau sur les arriérés des États Parties²⁴ et *décide* que le Bureau devrait continuer de suivre l'état des contributions reçues tout au long de l'exercice de la Cour, envisager des mesures supplémentaires pour favoriser les versements par les États Parties, selon que de besoin, et continuer de nouer un dialogue avec les États Parties en retard dans le paiement de leurs contributions ;

89. *Prie* le Secrétariat de signaler périodiquement aux États Parties les États qui ont recouvré leur droit de vote après avoir acquitté leurs arriérés ;

90. *Se félicite* du travail accompli par le Bureau et ses deux groupes de travail informels et *invite* celui-ci à créer les mécanismes qu'il juge appropriés et à faire rapport à l'Assemblée sur les résultats de leurs travaux ;

91. *Se félicite* des débats importants et constructifs qui ont eu lieu sur la complémentarité et la coopération au cours de la présente session et *exprime* son intention d'organiser des sessions plénières dédiées à l'examen de ces sujets essentiels qui seront mis à l'ordre du jour de futures sessions de l'Assemblée ;

92. *Se félicite* du soutien diplomatique de haut niveau concernant l'examen et la facilitation des sujets traités au sein de l'Assemblée et *encourage* la continuation et le renforcement de tels efforts de soutien de haut niveau ;

93. *Se félicite également* des efforts accomplis par le Bureau pour instaurer la communication et la coopération voulues entre ses organes subsidiaires et *invite* le Bureau à poursuivre ses efforts ;

94. *Décide* que le Comité du budget et des finances tiendra sa vingtième session du 22 au 26 avril 2013 et sa vingt-et-unième session du 9 au 18 septembre 2013 ;

95. *Décide* que l'Assemblée des États Parties tiendra sa douzième session à La Haye du 20 au 28 novembre 2013. Les treizième et quatorzième sessions auront lieu à New York et à La Haye respectivement.

²⁴ ICC-ASP/11/23.(à venir, tel qu'adopté par le Bureau le 4 novembre).

Annexe I

L'Assemblée des États Parties

Décide de remplacer le paragraphe 16 des Procédures de l'Assemblée concernant la non-coopération¹ par le texte suivant :

« a) Points de contact régionaux en matière de coopération

16. Afin d'aider le Président à prêter ses bons offices, le Bureau peut désigner parmi les États Parties quatre, ou, sur demande du Président de l'Assemblée, cinq points de contact, sur la base du principe d'une représentation géographique équitable. »

Annexe II

Cadre de référence du Groupe de travail sur les amendements

Le **cadre de référence** suivant balise les travaux du Groupe de travail sur les amendements (GTA) :

Mandat

1. Le GTA étudie des amendements au Statut de Rome et au Règlement de procédure et de preuve, en vue de cerner les amendements qui méritent d'être transmis à l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») pour étude.

Cadre procédural

2. Les articles 51, 121 et 122 du Statut de Rome précisent la procédure à suivre pour amender le Statut de Rome ou le Règlement de procédure et de preuve. Aucune partie du présent cadre de référence n'a préséance sur ces dispositions, ou d'autres, du Statut de Rome.

3. Le GTA est un organe subsidiaire de l'Assemblée en vertu de l'article 112 4) du Statut de Rome. Le GTA est régi par les mêmes règles que celles qui s'appliquent à d'autres organes subsidiaires de l'Assemblée, comme le précise la règle 84 du Règlement intérieur de l'Assemblée des États Parties.

4. Le GTA peut créer des sous-groupes en vue d'examiner les propositions d'amendement simultanément ou plus en détail.

5. Le GTA fait tout son possible pour prendre des décisions par consensus, conformément au Règlement intérieur de l'Assemblée des États Parties.

Examen des propositions d'amendement

6. Le GTA entreprend un examen préliminaire des propositions d'amendement afin d'éclairer la décision de l'Assemblée d'adopter ou non une proposition en vertu de l'article 121 2) du Statut de Rome ou d'adopter ou non les amendements en vertu des articles 51 2), 121 3) et 122 2) du Statut de Rome.

7. Les États Parties sont encouragés, mais non obligés, de présenter le texte de toute proposition d'amendement au GTA avant de le soumettre officiellement pour communication à tous les États Parties.

8. Le GTA examine avec une attention particulière les propositions d'amendement visant à améliorer le fonctionnement effectif de la Cour.

¹ Documents officiels ... Dixième session ... 2011(ICC-ASP/10/20), vol. I, partie III, ICC-ASP/10/Res.5, annexe.

9. S'agissant des propositions d'inclusion de nouveaux crimes, le GTA s'attache particulièrement à savoir si le crime en question peut être considéré comme faisant partie des crimes les plus graves touchant la communauté internationale dans son ensemble et si le crime est fondé sur une interdiction prévue en droit international.

Rapport et recommandation à l'Assemblée

10. Son étude d'une proposition terminée, le GTA formule une recommandation à l'Assemblée, soit d'adopter la proposition en vertu de l'article 121 2) du Statut de Rome ou d'adopter les amendements proposés en vertu des articles 51 2), 121 3) et 122 2) du Statut de Rome.

11. Le GTA fait rapport à l'Assemblée sur l'état de ses discussions.

Amendements au cadre de référence

12. Tout amendement au présent cadre de référence est sujet à la décision de l'Assemblée.

B. Recommandation

Recommandation ICC-ASP/11/Rec.1

Adoptée par consensus à la huitième séance plénière, le 21 novembre 2012

ICC-ASP/11/Rec.1

Recommandation concernant l'élection du Greffier de la Cour pénale internationale

L'Assemblée des États Parties,

Gardant à l'esprit l'alinéa 4 de l'article 43 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale,

Ayant reçu une liste de candidats¹ de la Présidence conformément à la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve,

Prenant en considération les recommandations du Bureau de l'Assemblée,

1. *Recommande* que les juges procèdent à l'élection du Greffier sur la base de la liste présentée par la Présidence conformément à la règle 12 du Règlement de procédure et de preuve,
2. *Recommande également* que, lorsqu'ils examineront la liste des candidats aux fins de l'élection du Greffier, tiennent compte des éléments suivants, qui incluent les critères s'appliquant au recrutement du personnel que prévoit le Statut de Rome :
 - a) Les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité² ;
 - b) Les critères énoncés à l'article 36, paragraphe 8, sur l'élection des juges, qui s'appliquent *mutatis mutandis* au recrutement du personnel³, à savoir :
 - i) La représentation des principaux systèmes juridiques du monde ;
 - ii) Une représentation géographique équitable ;
 - iii) Une représentation équitable des hommes et des femmes ; et
 - iv) La nécessité d'assurer la présence de juges spécialisés dans certaines matières, y compris, mais sans s'y limiter, les questions liées à la violence contre les femmes, sera considérée comme un atout.
 - c) Une compétence administrative avérée, acquise au sein d'organisations internationales ou d'organismes nationaux du même ordre, y compris une expérience d'encadrement acquise grâce au traitement efficace de questions sensibles et litigieuses sous pression ;
 - d) Une bonne connaissance des processus de décision, tant au niveau national qu'au niveau intergouvernemental, et la possession des compétences diplomatiques requises ;
 - e) Le candidat doit être le ressortissant d'un État Partie et, s'il possède une double nationalité, ou plusieurs nationalités, sera appliqué le principe énoncé par la résolution ICC-ASP/1/Res.10, telle qu'amendée par la résolution ICC-ASP/4/Res.4 ;
 - f) Les qualifications du candidat, y compris l'expérience pertinente dont il dispose, en particulier en matière financière et budgétaire ainsi qu'en matière de gestion de fonds publics ;
 - g) La capacité d'assurer la liaison effective avec l'Assemblée, ses organes subsidiaires, d'autres organes de la Cour et parties prenantes ;

¹ ICC-ASP/11/19.

² Statut de Rome de la Cour pénale internationale, alinéa 2) de l'article 44.

³ Ibid.

h) La capacité de travailler en étroite collaboration, comme membre ou comme chef d'équipe, y compris la capacité d'identifier les questions stratégiques, les risques et les possibilités, ainsi que de définir une orientation et des objectifs stratégiques généraux et de les faire prévaloir auprès de toutes les parties prenantes ; et

i) D'excellentes aptitudes à la communication orale et écrite, de préférence dans les deux langues de travail de la Cour, et compétences reconnues en matière de négociation ainsi que capacité avérée d'établir et d'entretenir des relations interpersonnelles dans un environnement multiculturel.